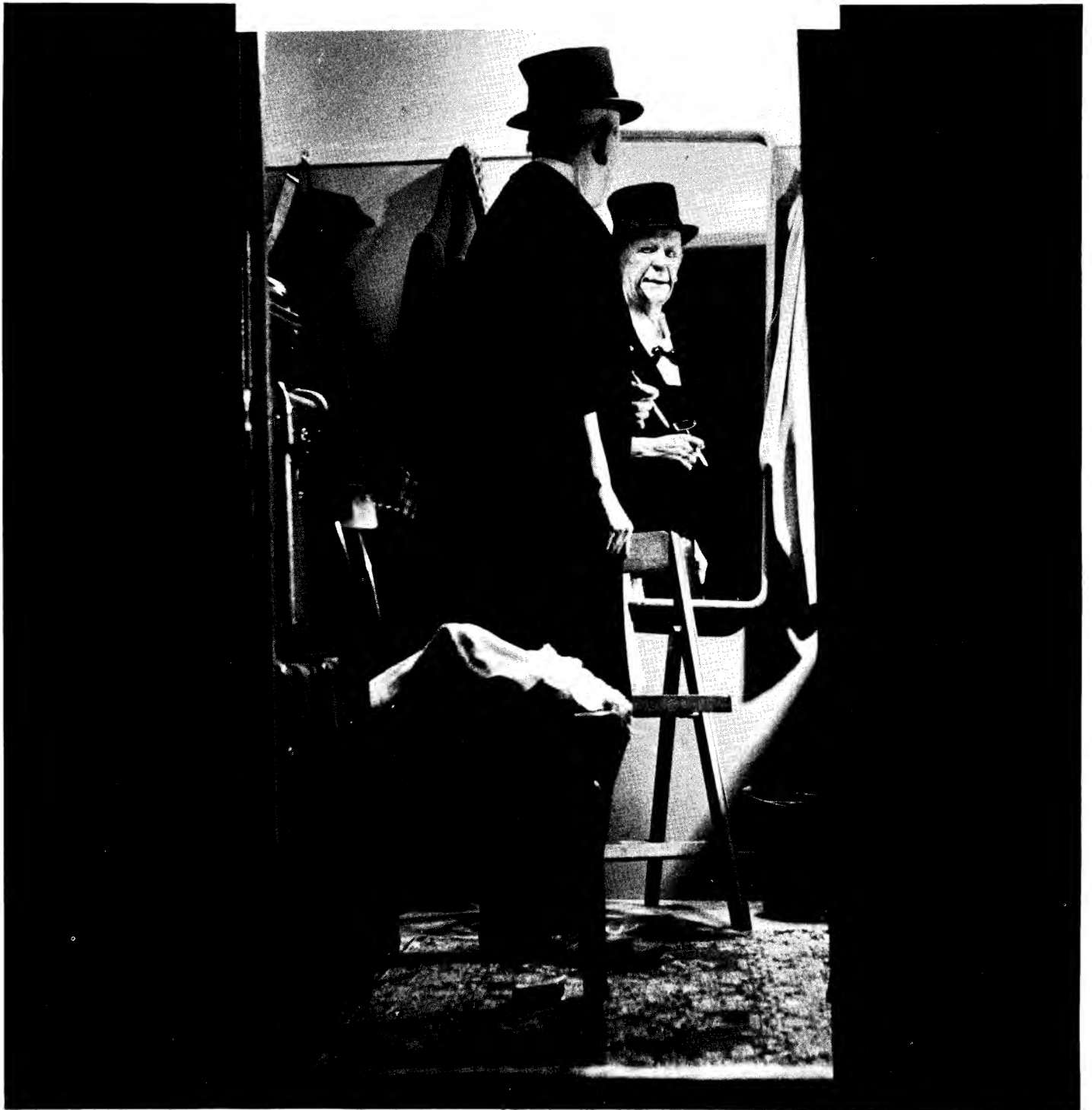


NOVEMBRE-DECEMBRE 1988
20 FRANCS

79

journal d'expressions libertaires

INFORMATIONS REFLEXIONS LIBERTAIRES



soyons sérieux demandons le possible!

S O M M A I R E

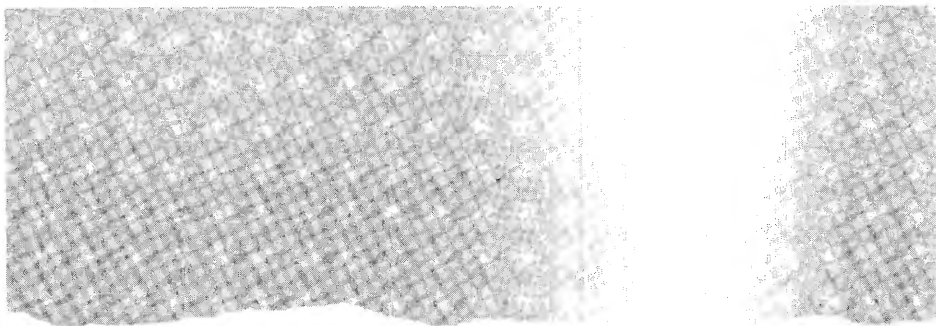
Soyons sérieux, demandons le possible ! page 3
1989 pages 4 et 5
Amsterdam page 6
Nous étions des dinosaures pages 7 à 9
Lignes d'horizon (Colloque François Partant) pages 10 et 11
Oui à l'indépendance. page 12
Glasnost écologique. page 13 et 14
Perestroïka occidentale page 15
Pages Noires pages 16 à 20

Les Grottes, de Kurt Salomonson.

Remise des prix littéraires : une nouvelle peine d'emprisonnement est décernée à Serge Livrozet.

Actualité de la Charte d'Amiens.

Les petits boulots et la stratégie de l'emploi pages 21 et 22
Libéralisme, précarité, marché unique européen pages 23 à 25
Propos affranchis : précisions sur «Mai 68 à Lyon». pages 26 et 27

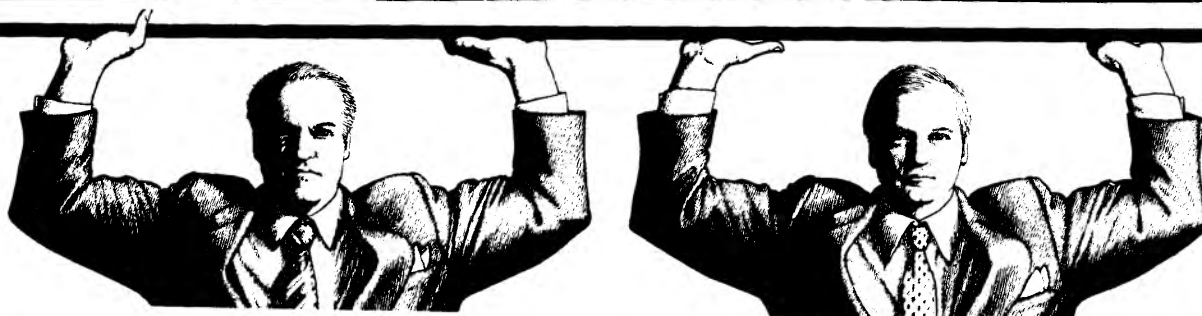


Avec un nombre réduit de pages, avec une rentrée qui arrive vraiment avec beaucoup de retard, avec le moral en dents de scie, nous revoilà enfin chez vous, et seulement chez vous, cher(e)s abonné(e)s, et vous lecteurs (trices) militant(e)s habitué(e)s des librairies libertaires.

Nous vous informons –mais est-ce bien la peine de le répéter?– que nous avons des difficultés importantes qui sont à la fois d'ordre économique et d'ordre rédactionnel. Pour essayer d'aller au-delà du réel, ainsi que nous l'avons fait depuis bientôt quinze ans et 79 numéros d'IRL, nous allons vous demander encore un effort : venez nombreux à notre nouvelle (et dernière?) assemblée générale du 17 décembre, 13 rue Pierre Blanc, et à la fête que nous préparons pour le 16 ou 17 décembre dans les locaux de Wolnitza, rue Burdeau.

IRL est dans nos mains (nous tous, lecteurs et rédacteurs), son avenir dépendra de nous tous...

IRL



I.R.L. Informations et Réflexions Libertaires / Directeur de publication : Alain Thévenet. Commission Paritaire : 55270 - ISSN : 0398-5725 - Imprimé par Bosc Frères - Dépôt légal à parution - Rédaction et administration : IRL c/o ACLR 13, rue Pierre Blanc 69001 Lyon - Tél. 78292826 - Réunions de rédaction tous les mardi à 20h30. Abonnements : 5 numéros (1 an) : 90 F / 10 numéros (2 ans) : 170F / ajouter 10 francs pour l'étranger.

soyons sérieux

demandons le possible!

Nourri de politique anarchiste, de ce que nous voulons considérer comme une culture alternative, de ces idées qui nous permettent de regarder le monde et de le vivre d'une autre manière, je me sens aujourd'hui, après plus de quinze ans de militantisme comme au début: sans pouvoir.

Les Palestiniens continuent de mourir par le bras armé d'un état démocratique. De jeunes Algériens sont tués par centaines, à la mitrailleuse lourde! Et l'apartheid!... Et la destruction inéluctable de l'équilibre écologique!... Et la famine dans le monde!... Et les baleines chassées dans les eaux claires (tandis que deux d'entre elles sont sauvées à grand renfort de médias...). Le ravage de la poudre, le suicide des amis.

La mort naturelle!

Et moi, debout devant des pages blanches, à maquetter, à monter, à solliciter des articles...

Faire un journal pour changer le monde!... Faire patienter l'imprimeur (un jour, on vendra beaucoup d'exemplaires!). Et je suis là, à attendre que, finalement, les libertaires, toutes tendances et toutes sensibilités confondues, créent des espaces de vie, de culture, imaginent une politique capable d'avoir un poids (un pouvoir?) dans, et sur, les événements quotidiens.

Imagine (John Lennon)...

Imagine un nouveau Bakounine... Imagine une nouvelle CNT... Imagine des infirmières subversives en blouse noire... Imagine des matons en grève devant des murs inutiles... Imagine un roman utopique qui crève

les cœurs et les écrans...

Imagine une terre sans peine capitale (voir **Tu ne tueras point** de Kieslowski)... Imagine des enfants libres d'apprendre et d'aimer. Et des adultes libres d'aimer et d'apprendre...

Imagine...

Mais voilà. Peut-être que quinze ans, 2300 pages d'IRL, 20 volumes édités à l'**Atelier de Création Libertaire**, des dizaines de tracts, affiches, meetings, colloques, tout cela à quoi nous avons participé avec l'ensemble du mouvement libertaire, tout cela n'a pas suffi à changer le monde.

Peut-être faut-il s'y prendre autrement? Peut-être faut-il arrêter de rêver en suivant sans sourciller une route tracée d'avance?

Peut-être les idées libertaires sont-elles bonnes seulement dans la bouche

des chanteurs (Renaud, le seul anarchiste de France?).

Peut-être faut-il «institutionnaliser» les compromis? Voter aux municipales? Ne plus laisser le militantisme sous la dépendance aveugle de l'idéologie, afin que nous sachions où diriger nos activités, à qui adresser nos cris d'espoir et de désespoir?

Peut-être faut-il se donner les moyens et la patience de continuer ce travail d'édition, sans illusion, mais avec la conviction qu'il nous aidera au moins à maintenir éveillés en nous l'esprit critique, la volonté de changer, et l'amour pour la liberté... (à suivre?...))

Mimmo

1989



En ces temps bénis où l'on peut constater une recrudescence de l'attrait pour l'irrationnel et la croyance (del'immigré diabolique à l'islamisme et au catholicisme intégriste en passant par la polémique autour du film de Scorsese, des revendications pour le catéchisme), nous sommes tous d'accord pour condamner cet aveuglement fanatique, cette intervention de celui-ci dans le domaine laïque et public.

Quand il faut condamner, nous voilà d'accord, mais quand il s'agit de préserver, de consolider, voire de construire des structures et des concepts, tout se remet à grincer... Nous flagellons l'irraisonné, la croyance, l'ignorance fanatique, mais qu'en est-il de la raison, de la laïcité, du savoir, de l'école publique, du service publique... Les trois quart du temps, les libertaires, nous flagellons aussi. Il semble important, à IRL, de revenir sur ces données. Ceci sera fait en s'aidant de la philosophie de Condorcet, et qu'on arrête de crier à la démagogie, à l'intellectualisme et au pédantisme : la philosophie de Condorcet est un instrument (comme est ou devrait être toute philosophie ?) qui a forgé des idées, des notions, dans la dynamique de 89, pour fonder une société nouvelle. On ne fonde pas une société avec des croyances... La raison (pas question de mettre une majuscule) n'est qu'un instrument. Nulle part il n'est question de la diviniser pour la placer sur un autel. En rappelant sans cesse qu'il n'y a pas de dernière analyse, qu'il n'y a pas de maître mot, qu'il n'y a pas de métalangage où se trouverait déposé l'étalon originaire de la vérité, Condorcet énonce, je cite : « ce qui fait la grandeur et le tournant de la philosophie occidentale. Pour décider du vrai et du faux, nulle cour d'appel ne fonctionne en dernière instance. Pour juger du bien fondé des perspectives, il est vain de croire à quelque géométral illusoire :

pas d'autres moyens que de les ordonner entre elles. Pas de quoi en faire un plat. Même si la raison des lumières ne recouvre pas que cet aspect-là, elle le recouvre quand même.

Se servir de la raison... Pourquoi faire ? Faut-il se retirer dans le fond du théâtre et contempler d'un oeil désabusé la comédie qui s'y joue ? » Le philosophe qui se nourrit du divorce millénaire entre l'apparence et la vérité, se détourne de l'ermitage. Il n'y a pas de

lieu écarté où l'on puisse contempler la scène, pas de monde où les véridiques soient clairement démarqués des menteurs. le vrai ne se déchiffre pas de l'extérieur : il n'apparaît que dans l'affrontement, thèse contre thèse, argument contre argument ».

Nous, libertaires, nous devons confronter « notre vérité » aux autres, ceci argument contre argument. Encore faut-il les détenir, et ceci dans une perspective de changement de notre société. Nous sommes contre les appareils répressifs, mais comment changer là, tout de suite, l'appareil policier, l'appareil judiciaire. Nous sommes contre l'exploitation capitaliste mais par quelle voie changer les rapports économiques. Quelle place y tiendra l'Etat ? Police publique ou milices privées, justice publique ou féodale, économie planifiée ? A chacun selon ses besoins, laisserons-nous tomber l'ordinateur ? Chacun produira son ordinateur ? Dans quelles conditions ? 2 heures de travail par semaine ? Oui, pourquoi pas ? Mais cela exige une certaine volonté générale voire une planification. Rien n'est simple. Des millions de questions comme celles-ci surgissent. Notre rôle ? Apprendre à y répondre, donc réfléchir. Nous n'avons jamais eu tant besoin de réfléchir. Autrement d'autres le feront pour nous.

Point n'est besoin ici de résumer tout le livre sur Condorcet : il faut le lire. Mais gardons une idée centrale de la pensée de Condorcet : la liberté philosophique, qui rend l'homme capable de disposer de lui-même, fonde la possibilité de toutes les autres espèces de liberté. Celui qui ne fait pas usage de sa raison est toujours gouverné par le hasard des circonstances, de ses caprices ou de la volonté d'autrui. Aucun libérateur providentiel ne peut venir de l'extérieur briser nos chaînes : une liberté octroyée est encore une forme de servitude.

Condorcet rappelle une chose qu'on a oublié depuis longtemps dans les écoles : que la raison, celle qui produit les connaissances sert uniquement à la libération. Que le savoir (passé au crible de cette raison) est libération. Outre la réflexion économique qui n'est pas faite ici, Condorcet montre qu'il n'y a d'égalité véritable qu'entre des sujets jouissant d'un minimum d'autonomie intellectuelle. Il faut que chacun accède à une autonomie intellectuelle

minimale pour lui permettre à la fois d'achapper à la dépendance directe vis-à-vis d'autrui et d'accéder à des degrés de savoirs plus étendus. Ceci pour dénoncer une certaine vague « d'obscurantisme » qui traîne dans certains milieux libertaires, vague qui prétend que tout savoir intègre à la société et que dans ces cas-là, mieux vaut l'ignorance (il n'y a pas de sens péjoratif à ignorance, mais elle est dénoncé en tant que pratique politique)

Ceci va de paire avec un dénigrement de l'intellectuel qui ne fait que causer et ne fait jamais rien. Yout d'abord tout savoir est-il capitalo-étatique ? Si oui, en on est-on vraiment convaincu : quelle utilité alors de librairies, cinés, radios libertaires ? Il y a donc au moins le savoir libertaire, qui est aussi un savoir. Il y a donc quelque chose dans le savoir que nous revendiquons !

Et ce dénigrement de l'intellectuel... Parfois, réfléchir, n'est-ce pas agir, dans une période où des intellocrates (disons comme ça) s'évertuent à cogiter pour nous sortir que la pensée est morte. Si on considère que la réflexion libre, plus on est intello plus on est libre, non ? Il faut arrêter d'avoir honte de réfléchir à notre avenir. Je suis heureux d'avoir eu la possibilité de réfléchir un peu sur ce que je suis, et je n'envisage pas la pseudo-pureté idéologique d'un métalco de chez Renault ou d'un paysan de la Creuse. Je termine par une petite citation :

« Si j'étais prince ou législateur, je ne perdrais pas mon temps à dire ce qu'il faut faire, je le ferais ou je me tairais. L'une des premières phrases du contrat social semble rattacher l'existence de la philosophie politique à la situation d'inefficacité où se trouve le théoricien : toute sa vie en témoigne : mauvais père, je passe mon temps à dire ce que doivent faire les bons, mauvais musicien, j'écris sur la musique. Ce faisant il inaugure le mouvement d'auto-dénigrement qui ronge depuis plus de deux siècles les intellectuels de langue française : je parle parce que je n'agis pas, aussi mes paroles sont-elles de peu de conséquences »

Catherine Kintzler dans *Condorcet l'instruction publique et la naissance du citoyen*. Folio Essais Poche n° 55.

1989. Qu'y-a-t-il à faire en 1989. Plutôt que des « je ne sais pas par quel bout commencer », nous avons des éléments de réponse.



1989; ce sont d'abord deux choses qui intéressent directement les libertaires :

- Le bicentenaire de la Révolution française : nous devons nous servir de cet événement pour nous resourcer. Aller puiser aux origines de la société contemporaine pour confronter nos idées actuelles aux fondements dont elles sont issues. Il y a vingt ans les références du changement social étaient Cuba, l'URSS ou la Chine maoïste, ce n'est plus vrai pour personne. Profitons-en, nous sommes en période de vide idéologique, profitons-en pour affermir, creuser ce que nous possédons. Actuellement, la biologie, la physique, l'économie proposent de nouvelles pistes, des savants se penchent pour nous avertir des dangers des découvertes actuelles si personne n'en assume le sens, si du moins la majorité de la population n'en prend pas en charge le sens... Pensez à la génétique.

1989 c'est aussi :

- Les élections municipales... Profitons-en. Le Collectif libertaire lyonnais a un projet révolutionnaire ! Proposer lors des élections sa conception de la gestion économique sociale et politique d'un quartier de Lyon (La Croix-

Housse en l'occurrence). D'abord il faudra faire une étude précise du quartier et ainsi être confronté à des questions complexes auxquelles il faudra répondre. Il faudra raisonner en plus dans le global (comment étudier un quartier sans étudier les relations avec la ville, la région, voire le pays) et ceci dans tous les domaines : économique, politique, social, culturel, juridique. C'est aussi une façon de rénover la pratique militante. N'est-ce pas ça aussi le militantisme de terrain. Bien sûr, il n'y aura pas de liste libertaire, mais il y aura présence dans les meetings de campagne. Des projets comme celui-ci devraient se multiplier. Il y a un vide politique et social, ceci est un moyen pour revivifier la société civile, et donc, le désir de changement.

C'est un peu le même rôle que doit jouer la pratique autonome : un lieu d'échanges, de réflexions sur lui-même, mais aussi avec l'environnement local. Lieu où les difficultés locales sont retransmises en aspirations politiques. Parce que le changement par imitation, il ne faut pas trop y croire...

Il y a bien sûr le rôle de l'information et de la coordination. Un projet sur Lyon d'un serveur Minitel avec adresses de tout le milieu alternatif, libertaire et un calendrier des manifestations.

Information et réflexion vont de paire. Si nous pouvons déléguer la partie purement informative aux minitels, la réflexion reste à la charge de la presse libertaire. Aux milieux d'institutions fantômes qui ne portent pas de projets de changements de société, c'est à nous de les porter.

En gardant en mémoire que notre désir et de changer la société, que toute culture n'est pas forcément mauvaise et que toute réflexion (usage de la raison !) est libératrice, nous devons nous positionner par rapport à ce qui nous entoure, et ce dans tous les domaines, par savoir ce que nous voulons et par quels moyens nous le voulons, nous sommes vaccinés contre les dogmes, nous savons peut-être plus ce qu'est le pouvoir pour ne pas avoir la connerie de le prendre, est-ce une raison pour ne pas clarifier nos désirs, sans pour cela renoncer à l'utopie, qui, si elle ne reste que croyance est autant à chasser qu'un dieu. Et pour reprendre une phrase qui fit les beaux jours de ce mois de mai : Courrons, le vieux monde est décidément encore derrière nous.

CHRISTOPHE

AMSTERDAM

Au mois de Juin 88, se sont tenues à Amsterdam (à 15 kms de la ville) des rencontres anarchistes internationales. IRL avait dépêché sur place une équipe d'envoyés spéciaux arrachés jusqu'aux dents d'instruments médiatiques.

Notre but était (comme il l'est toujours dans ce journal) d'aller voir là-bas comment la culture libertaire se propageait, à quelle échelle, et si la réflexion réussissait à démêler outre-Belgique quelques-uns des nœuds qui nous bloquent encore sans recours, devant le mur inébranlable du complexe capitalo-répresso-étatique.

Un terrain vague, un ciel bas, des campements partout, un chapiteau pour les débats, un chapiteau pour des projections vidéos, un chapiteau de cirque pour des spectacles pour les enfants, un autre pour la radio, des tentes bouffe-cuisine, des trous pour les WC et, déambulant au milieu de tout ça, une population barriolée de toutes les époques du mouvement contestataire: des vrais hippies en pancho, des syndicalistes en pull de laine, des punks, des skins (red!), des autonomes*, des féministes, des rockers. Pour les nationalités, surtout des pays du Nord: Hollande, Allemagne, Belgique, nous seuls Français, quelques espagnols, Suédois, Danois, des espérantistes.



Des débats prévues sur 5 jours avec une fête par soir.

Débats: rapport entre anarchistes et autonomes, anarchisme aujourd'hui, féminisme et sexisme. Cette partie théorique est restée assez pauvre pour la raison majeure que les rencontres n'avaient pas les structures permettant de véritables débats théoriques: pas de lieux appropriés (les chapiteaux n'étaient pas aménagés, ça y caillait, pas de chaises, pas de calme), les débats n'étaient bien souvent pas préparés et il n'y avait pas la volonté réelle de faire de comptes-rendus écrits. Tout cela augmentait encore l'obstacle de la langue (anglais et allemand) entre les participants. Les discussions ont été plus des échanges d'expériences: importance des squatts, de la lutte homosexuelle en Hollande, omni-présence du danger nucléaire dans un pays qui ressemble à un champs de mines, création de groupes hommes parlant entre eux de leur propre sexisme.

Tout ça, souvent plus intéressant d'un point de vue émotionnel que d'un point de vue disons théorique. Mais que de rencontres et d'échanges! Nous avons établi pleins de contacts, noté des dizaines d'adresses.

La fête a intéressé les gens plus que les débats. C'est pas une critique, juste que quand on organise de telles rencontres, il faut savoir ce qu'on veut: on peut très bien vouloir ne faire que la fête et échanger de l'amour et du délire, mais si on veut aussi avancer dans le domaine théorique et pratique politique, il faut assumer ce choix et aménager les structures en conséquence.

Point n'est besoin de raconter la fête, c'était gigantesque: soirée punk, Woodstock, samba, poésir, rock, accordéon (avec un titi parisien chantant Piaf), zoulou, cracheurs de feu. Tout le monde y a été de son petit talent. Le contexte étato-socialo-productiviste n'a pas bougé d'un cran mais quelle apothéose! La révolution c'est sûrement pas ça, mais il y a sans doute une petite partie qui doit ressembler à quelque chose comme ça

Christophe

* Nettement plus abordables à table que sur leurs champs de bataille, où, casqués bottés ils se battent pour une société plus juste.





Nous étions des dinosaures

Ce soir-là nous préparions le repas, c'était il y a dix douze ans et Anna m'a demandé:

– Raconte-moi Mai 68, j'étais à l'école primaire...

– Sais-tu: nous étions des dinosaures. Les derniers survivants du vieux monde: nous avons bouleversé les conduites, et oublié des choses essentielles. Ce n'est que bien après que j'ai lu ce cri de quelques femmes parisiennes: «Ça fait quinze jours qu'il y a la révolution, et on n'a pas encore parlé des femmes!»

On venait de loi, Anna, tu n'as pas connu le temps où les écolières n'avaient pas le droit de porter le pantalon, où on se chuchotait le nom des pilules et celui de pharmaciens larges d'esprit. Ce qui semblait incroyablement nouveau et osé, il y a vingt ans, paraît bien innocent aujourd'hui.

Pour les anars, ce n'était pas si nouveau ni si osé, c'était le rêve devenu réalité. Quelle irruption de liberté et de créativité, quelle belle manière de mettre en crise l'autorité sous toutes ses formes! Quelle capacité d'autonomie, d'auto-organisation!

Claude Lefort, analysant à chaud le mouvement en juin, lui donne une dimension historique en écrivant au passé: «Ils s'amuserent, hors des organisations où l'on s'ennuie, mais la partie était déjà politique. Pas de programme, pas de perspective, pas d'objectif, au sens où l'on entend ces termes dans un parti, mais l'idée que, par l'action directe, par la provocation (...) il était possible de forcer un passage ou de desserrer un étai, (...) d'ouvrir une brèche. (...) Ils mettaient l'institution hors d'état de fonctionner, l'autorité hors d'état de s'exercer; ils s'installaient dans l'illégalité, au vu et au su de tous, comptant sur le soutien de la masse pour mettre en échec la répression, de telle sorte que la loi elle-même devenait douteuse.»¹

Parce que chacun était fort et autonome, et que tous sentaient qu'il fallait faire les choses ensemble, ça

marchait sans chefs et sans doctrine. Finis les discours sur la classe révolutionnaire, sur le pouvoir à prendre, sur les étapes nécessaires. Finis les appels aux masses: nous qui nous étions crus l'avant-garde, nous étions penauds de voir combien des foules de gens allaient plus loin, plus vite. Finis les simulacres de démocratie: Daniel Cohn-Bendit (cité par Lefort) disait je ne suis mandaté par personne, je ne parle pas au nom d'un mouvement; ce que j'affirme je crois que c'est ce que pense la masse du mouvement.

(Une fois de plus les marxistes n'avaient rien compris, qui ont tout de suite refait des groupuscules qu'ils baptisaient organisations, tracté les usines, décidé des priorités historiques, compté les voix...)

Périphériques

Le mouvement en était déjà largement réduit à des sigles et retourné à la langue de bois quand des luttes qualifiées de «périphériques» sont apparues au grand jour: les femmes, les homosexuels, les communautés.

Quelques-uns et quelques-unes continuaient en effet de croire à ce qui se disait, à ce qui se vivait en mai 68: le «tout est possible», le «tout et tout de suite», le mouvement sans programme ni statuts, la confiance dans la créativité de chacun.

Nous avons aussi entendu ce que disaient les femmes américaines, comme les étudiants d'Europe avaient entendu leurs camarades de Berkeley et de Berlin. Nous avons aussi entendu les femmes du tiers et du quart monde, les Algériennes tenues de remettre le voile une fois la libération nationale acquise, la clitoridectomie, le viol domestique... Et c'est alors que ça a commencé.

Certes le Mouvement des femmes en ses début tenait une sorte de double discours, dédoublait les valeurs: l'exploitation des femmes prolétaires, et notre oppression à toutes, avec nos problèmes, nos

désirs de femmes de trente ans. Nous y reviendrons.

Il y avait aussi et surtout l'imagination en acte, l'immédiateté, le rire jusqu'à la grossièreté (à chacun son tour), la couleur dans la grisaille militante. La dérision s'en prenait surtout à ceux de notre camp: c'était au défilé du Premier Mai que nous nous réclamions du «matérialisme hystérique», c'est contre les féministes officielles que s'est fait le film «Miso et Maso».

Il y avait au centre de tout le mouvement l'opposition à la hiérarchie et à la domination: puisque le concept d'oppression était plus concret que celui d'exploitation, puisque nous constations aisément la chaîne du patron qui exploite son ouvrier qui agresse sa femme qui tape sur ses gamins. Il y eut pendant un bon bout de temps une opposition vive à la politique: partis pipi, syndicats caca, non seulement parce qu'ils ne nous écoutaient pas mais parce que c'étaient des organisations séparées, où la vie n'avait aucune place.

C'est la notion de mouvement qui faisait notre fierté. «Le mouvement des femmes est né sans avoir été programme et, devant le peu d'enthousiasme à nous accueillir, l'affirmation de notre réalité a toujours eu autant d'importance que nos objets de lutte», écrit Geneviève Fraisse². Nous ne luttons pas pour autrui ni pour construire les conditions objectives nécessaires à l'édification d'une organisation: nous vivions la révolte et la création, nous allions dans les rues plus pour nous faire voir que pour revendiquer. «Dire mouvement et non organisation implique nécessairement, où que l'on soit dans le mouvement, une reconnaissance, à des degrés divers, d'une liberté de structures. On n'adhère pas au mouvement comme à un parti, et je continue à croire qu'une femme qui se révolte, ici ou ailleurs, se retrouve féministe, et qu'être féministe c'est participer au mouvement des femmes. Il suffit pour cela de ne pas se laisser pénétrer par les images des médias.»

L'amour de la liberté

Dans cette révolte, dans l'affirmation de nous en tant que femmes, dans le foisonnement créatif qui s'est produit

au cours des premières années du mouvement, la liberté de l'amour prenait évidemment une grande place, corollaire nécessaire de notre amour de la liberté. Une femme libre, nos mamans nous avaient mises en garde contre ce que cela risquait d'entraîner; une femme libérée, comment se comporte-t-elle?

Nous le savions bien, que nous n'étions pas émancipées, qu'il y avait un grand chemin à faire; d'autant plus peut-être que nous connaissions la pilule miracle, que nos petits camarades nous tenaient pour plus libres que libérées, que Marcuse et Reich et Cooper et Laing nous avaient fait voir les barrières, les cuirasses avec lesquelles il n'est pas de libération possible.

Mais il ne suffisait pas que dans les cités universitaires les étages des garçons et ceux des filles ne soient plus distincts. Nous avons essayé de bon cœur d'ouvrir nos lits, de draguer, de jouer le jeu, mais nous nous retrouvions un peu penaudes, un peu seulettes.

Et voici que nous pouvions en parler. Et voici que nous n'étions plus les seules, que nous n'étions plus anormales, déficientes, frigides. «Mal baisées, oui, mais par qui?» osions-nous.

La libération des désirs, ç'avait été depuis un temps la libération des désirs des hommes, puisque nous ne risquions plus de tomber enceintes – tu parles. Une fois de plus c'était de notre faute, tu n'avais qu'à savoir. La libération des désirs pour les homosexuels hommes et femmes, ça a passé par l'affirmation, voire par le totalitarisme: les femmes les plus libérées, les plus mouvement, ce ne pouvait être que les lesbiennes. Le mouvement n'a pas échappé aux comportements dominants, par moments: l'homosexualité, les robes indiennes, la tendresse manifeste excluant certaines; mais c'était pour retrouver aussi vite la diversité – ne fût-ce que parce que l'une avait des seins et l'autre moins.

Les hommes ont bien dû ouvrir les yeux. Surmontant leurs frayeurs («mais qu'est-ce qu'elles peuvent bien dire de nous?») ils ont fait des petits pas, osé s'occuper des enfants, cessé de rougir lorsque nous parlions de nos règles et de notre plaisir, commencé d'accepter nos «en-

semble nous sommes fortes», «paura non abbiamo».

Et la révolution sociale? Elle se fait avec les corps et les têtes et les culs, avec les pavés et avec les torchons, dans les rues et dans les alcôves, avec des personnes autonomes.

C'est peut-être ce qui a été le plus difficile, pour les uns comme pour les unes. Dans le mouvement et ses alentours, la politique est bien vite revenue à fond de train.

Politique et organisation

Dans son texte sur l'anarchisme présenté à la réunion de Venise en 1984, Rudolf de Jong parlait à juste titre des «début splendides des révolutions», quand tout est possible, que personne n'est exclu, que le pouvoir est transparent, que les initiatives trouvent grâce aux yeux de tous³. C'est ensuite que cela se gâte, que les lendemains chantent faux.

«Le mouvement des femmes [je cite encore Geneviève Fraisse], ce sont des femmes en mouvement, disait-on; mais comment ça marche? Le refus des structures, c'est aussi se laisser prendre entre l'inventivité des

couleurs (sous forme imagée: la couleur des slogans et la vie des manifestations) et l'éventualité du terrorisme (circuits de décision occultes parce que sans garantie institutionnelle; les Assemblées générales ont toujours mal masqué les réseaux d'influence). La liberté des structures est un certain désordre mais n'anéantit pas la politique classique qui nous rappelle à l'ordre ou nous guette dans notre désordre même: l'invention redevient tradition et inversement.»

Bien des femmes actives n'avaient jamais auparavant manifesté ni fait partie d'un groupe, n'avaient pas d'histoire militante. Le mouvement a réinventé la spontanéité: l'assemblée générale était convoquée d'une fois à l'autre par celles qui le voulaient bien, présidée de même; le semainier se remplissait de fois en fois, les groupes se créaient et se défaisaient, tous ou presque ouverts. Mais qui décide donc chez vous? demandait la juge d'instruction qui nous avait inculpées pour avoir occupé des locaux: tout le monde, madame, et personne.

Ou presque. J'ai assurément pris grand nombre de décisions, et me suis opposée à autant...



Ce texte a été présenté au colloque Anarchica, organisé en Octobre 87 par l'Atelier de Création Libertaire et le Centro Studi Libertari de Milan.

Photo : intervention de Marianne Enkell pendant une des séances du colloque (cl. Mimmo).

L'organisation est sans doute nécessaire à la veille de la révolution, à la veille du grand chambardement. Avant cela, c'est souvent une question qui se pose quand on n'a rien d'autre à faire, pour masquer une activité masturbatoire, et on ne sort généralement pas des vieux schémas séparés. En période pré-révolutionnaire, qu'est-ce que s'organiser sinon affirmer toujours plus sa liberté, sa critique, son autonomie? Quand il n'y a pas d'obéissance, il ne peut y avoir de maîtres ni de maîtresses. Quand le mouvement trouve son objectif en lui-même, il n'y a pas de pouvoir à prendre.

Si on le leur avait demandé, la plupart des femmes du mouvement auraient été d'accord sans doute avec la définition qui suit, à quelques mots près: «Une organisation révolutionnaire refuse toute reproduction en elle des conditions hiérarchiques du monde dominant. La seule limite de la participation à sa démocratie totale, c'est la reconnaissance et l'auto-appropriation par tous ses membres de la cohérence de sa critique; cette cohérence doit être dans la théorie critique proprement dite, et dans le rapport entre cette théorie et l'activité pratique. (...) La catégorie de la totalité étant le jugement dernier de l'organisation révolutionnaire moderne, celle-ci est finalement une critique de la politique. Elle doit viser explicitement, dans sa victoire, sa propre fin en tant qu'organisation séparée.»⁴

Mais la politique, disais-je, a rappliqué rapidement, sous deux formes.

En premier lieu, là où on parlait des «autres» femmes, des exploitées, des mères de famille nombreuses, de celles qui venaient de loin parce que le persil ne les avait pas aidées à avorter. Il fallait bien trouver des médiations pour revendiquer des crèches, des dispensaires, des assurances, la dépénalisation de l'avortement. Dans certains cas les femmes du mouvement ont créé des crèches, des dispensaires, des assurances mutuelles, mais tôt ou tard elles ont réclamé l'aide de l'Etat, leur reconnaissance comme institution. (C'est dans cette ligne-là que s'inscrit l'aberration du discours sur le salaire ménager.)

L'autre forme a été plus insidieuse, puisqu'elle s'est passée au sein du

mouvement. Les groupuscules, qui étaient florissants à l'époque encore, avaient d'abord essayé de nous patronner; ils sont revenus à la charge lorsqu'ils ont trouvé une nouvelle explication du rapport entre masses et avant-gardes, lorsqu'ils se sont rendu compte que sans nous leurs troupes s'étiolaient. «Utiles à l'ombre des luttes, nous nous retrouvons au cœur des combats», dit Geneviève Fraisse. Face à cela, certaines ont exprimé le vœu de voir le mouvement même prendre forme politique.

A Genève, nous avons occupé des locaux pour obtenir une forme de reconnaissance officielle; après trois mois les bulldozers du pouvoir sont venus nous les raser. «Le Pouvoir peut chanter victoire, hélas: non pas tant pour avoir réussi à «évacuer les lieux» (piètre gain) mais pour avoir su anesthésier notre force créatrice, notre unité, notre joie. (...) Le mouvement est en train de se donner une existence magique: peignant son nom sur les murs – comme si, au lieu de faire peur, cela ne donnait pas des griefs en plus aux forces de répression; se laissant prendre au piège du Comité de soutien – comme si nous avions besoins des déclarations d'intention en notre faveur des organisations-partis-syndicats-groupuscules. (...) Le mouvement des femmes, s'il a agi en révélateur, c'est pour avoir été une vague de fond, un tourment des viscères. Une remise en cause fondamentale – combien de fois ne l'avons-nous pas dit? – du rapport entre hommes et femmes, entre le privé et le politique. Et nous voudrions aujourd'hui un soutien politique au sens le plus trivial? C'est faire preuve de beaucoup de légèreté.»⁵

Des lendemains qui chantent ou qui déchantent?

Ce retour au politique n'était pas dû, ou pas seulement, à la «tyrannie de l'absence de structures», comme le laissait accroire une brochure américaine fort diffusée dans ces années-là. La politique est dans nos têtes: l'Etat-papa-maman nous guette, c'est de cela qu'il faut s'émanciper: si le mouvement des femmes a saisi cela, il n'a pas su tenir le cap jusqu'au bout.

Il a sans aucun doute eu des effets profonds sur les mentalités et sur les

conduites. Il a permis de parler à voix haute de questions telluriques comme les rapports entre hommes et femmes, et de questions triviales comme nos culs, nos règles, les culs de nos mômes.

Mais il s'est aussi passé un contre-coup: aujourd'hui, dire «je ne suis pas féministe», cela veut dire: je ne suis pas lesbienne, ni bas-bleu, ni androgyne – et plus: comme dire «je ne suis pas anarchiste» implique non seulement je ne lance pas de bombes, mais surtout j'ai peur d'aller jusqu'au bout, je n'ose pas imaginer comment on serait sans gouvernement, sans lois, sans fric, sans flics...

Certes le mouvement des femmes reprend forme sous des essences diverses. La vie continue. Mais la décrépitude saisonnière menace sans cesse: l'exemple du mouvement écologique, des députés verts au Nouvel Age, a bien des analogies. Lorsque subsiste l'amour de la liberté, à mon sens cette décrépitude ne menace pas. C'était une belle histoire, Anna, la raconter me rend nostalgique; et en même temps convaincue que les formes peuvent changer mais que le sens traverse.

marianne enckell

*«Puis ces femmes entrèrent sous terre.
Et l'on ne sait plus rien d'elles, sinon
qu'elles s'établirent définitivement
dans le Grand Pays des Femmes,
situé fort loin vers l'Est.»
(légende Arunta)*

notes

1. Claude Lefort, «Le désordre nouveau», in Morin, Lefort, Coudray, *Mai 1968: la Brèche*; Paris: Fayard 1968.
2. Geneviève Fraisse, «La solitude volontaire», *Les Révoltes logiques*, numéro spécial; Paris, février 1978.
3. Rudolf de Jong, «Bilan et perspectives de l'anarchisme», in *L'Etat et l'anarchie*; Lyon: ACL 1985.
4. Je triche un peu: c'est la *Définition minimum des organisations révolutionnaires* de l'Internationale situationniste!
5. Lettre de Pernelle à Nicolas, in *Tout Va Bien*; Genève, octobre 1976.

LIGNES D'HORIZON

Organisé par des amis de F. Partant et la librairie La Gryffe, le colloque s'est déroulé au CCO de Villeurbanne, le week-end des 15 et 16 octobre, devant 300 personnes, auditeurs et auditrices avertis, venus essentiellement de la région Rhône-Alpes. Succès sur le plan matériel, le colloque l'a été aussi sur le plan de la qualité des échanges bien que le débat se soit un peu essoufflé le dimanche après-midi.

Tout a commencé le samedi matin avec un exposé, par un membre du comité d'organisation, de l'itinéraire de François Partant, sa **ligne d'horizon** en quelque sorte.

François Roche de son vrai nom, est au départ cadre de haut niveau à Paribas, il commence à se poser des questions au début des années 60 à partir d'une mission bancaire en Iran

bancaire en Iran où il devient bientôt proche de l'opposition au Shah. Il fait ensuite un long séjour de 4 ans à Madagascar et se retrouve en France en mai 68. Il va alors s'arrêter de travailler pour se consacrer à l'écriture. Outre des multiples articles, il va écrire 7 livres et collaborer également à l'élaboration de 17 films. En 1969 à Aden, il expérimente sa première activité non professionnelle en travaillant à un projet de centrale économique. En 1971 c'est le Congo, puis à nouveau Madagascar où il arrive en 1972 à la veille du **mai malgache**. De retour en France, il publie en 1976 **La guerrilla économique** suivi en 1978 de **Que la crise s'aggrave**. En 1980 c'est l'utopie libertaire du **Pedalo ivre** et en 1982 **La fin du développement**, alternative au monde finissant. Il meurt d'un cancer à Montpeyroux, dans l'Hérault, en juin 1987 à l'âge de 61 ans. Son dernier livre, inachevé mais révisé par ses proches,

La ligne d'horizon, est publié en novembre 1988. C'est ce qui a déterminé la tenue de ce colloque.

Après cette présentation, Serge Latouche, universitaire, clôt la matinée sur le thème : **Faut-il souhaiter un monde éclaté?**

Relayé par la technique, le monde s'occidentalise et se transforme en un monde **câblé** mais aussi plus **éclaté** avec l'émergence, outre le tiers-monde des nations, d'un tiers-monde à l'intérieur des pays riches (35 millions de pauvres aux Etats Unis). Cet éclatement négatif doit faire place à un éclatement positif en se déconnectant du monde **câblé**.

En effet, le développement universel est-il possible? Le développement est un processus d'occidentalisation à la fois système économique et modèle de société: nous avons affaire à un **homme-rouage**, intégré dans l'univers machinique et désintégré sur le plan social. Le processus d'universalisation qui se pose en modèle mimétique reproductible, **clé en main**, transhistorique et a-spatial, est une escroquerie à un double niveau : d'une part, il nécessite une expansion indéfinie, et d'autre part, il entraîne le rejet des **autres** cultures. C'est le paradoxe de la performance qui pénètre toutes les sphères de la vie sociale et crée de plus en plus d'exclus; l'expansion occidentale, c'est l'anti-culture.

En outre, cette universalité est-elle souhaitable? L'objectif est l'aspiration à une fraternité universelle mais la réalité est inverse. L'occident, et lui seul, a tenté d'imposer une vision mondiale au terme d'un processus historique ayant accouché d'un modèle technicien. Or la société technicienne, déjà décrite par Jacques Ellul au

début des années 50, débouche sur la mondialisation d'un processus uniformisant alors qu'il y a nécessité d'une humanité plurielle, le pluralisme étant une condition de la survie.

L'après-midi, c'est le tour de Denis Clerc, directeur de la revue **Alternatives Economiques**, sur le thème **Le progrès suppose-t-il de sortir du champ de la concurrence?**

Clerc expose tout d'abord les thèses de F. Partant pour lequel la concurrence est à condamner sans beaucoup de nuances, car elle mène à la catastrophe et ce pour trois raisons:

Elle s'exerce tout d'abord au profit des plus puissants (firmes, pays).

Elle occasionne ensuite des effets pervers: sur l'emploi, par les suppressions des emplois publics et sociaux au nom de la compétitivité ; sur la situation économique générale, par l'effet-boomerang induit, tel Etat **piquant** des parts de marché à tel autre le perdant corrélativement comme client ; sur le fractionnement de la société en intérêts divers, la communauté d'intérêt des travailleurs et consommateurs contre le Kapital selon Marx ayant fait place à une divergence d'intérêts des consommateurs désireux d'obtenir des produits au moindre coût, quelque soit le lieu de production, d'avec les travailleurs cherchant à préserver la production nationale au nom de la défense de l'emploi. Elle engendre enfin un type de développement intégré de moins en moins maîtrisable: l'investissement sans cesse renouvelé, ou le cercueil. La contrainte extérieure impose un certain nombre de règles économiques (pression fiscale, recherche de l'équilibre importations/exportations)



privant de toute réalité le pouvoir central dont la conduite est dictée par les relations économiques avec l'extérieur.

Pour Clerc, F. Partant a raison sur le long terme, mais tort « hic et nunc » (sic!). Dans le cadre de la concurrence, les gros ne sont pas toujours les plus efficaces et la créativité n'est pas toujours du côté de l'établissement (Apple vs IBM); les rapports entre nations évoluent avec le déplacement du centre, des Etats Unis vers le Pacifique, et la compétitivité ne se réduit pas à des coûts de production (image de marque, rapport qualité/prix : exemples de la Suède et de la RFA).

En ce qui concerne les effets pervers, sur le plan des pays industrialisés, le blocage de la croissance n'est pas automatique (voir l'évolution du taux de croissance malgré les deux chocs pétroliers et le krach boursier de l'an dernier). Enfin, l'absence de maîtrise n'est pas totale car une marge de manœuvre subsiste, notamment dans le social (logement).

Ceci posé, Clerc, acquis aux thèses delorienne, développe ses idées-force : développement d'une production autonome avec le marché comme régulateur micro-économique; au niveau macro-économique, il concient de limiter le champ de l'économie (35h par semaine), de réguler au niveau international en réajustant à la hausse le prix des matières premières, de réduire les effets pervers par l'introduction d'une dose de protectionnisme (salaire minimum), d'internaliser enfin les coûts sociaux (écologie appliquée pour traiter les rejets agro-industriels polluants).

Alors que F. Partant voit dans la concurrence un avatar de la guerre, Clerc y voit, lui, un substitut et conclue par une pirouette un peu provocatrice — mais sinon où est le débat? — que l'intrication des liens mercantiles entre nations rend moindre le risque de guerre : vive la hi-fi japonaise plutôt que les Kamikazes!

Après une pause un peu houleuse, l'après-midi prit fin avec les interventions du socio-économiste Ingmar Granstedt et du directeur du CEDETIM, Gustave Massiah sur le thème : **L'avenir est-il du côté des échanges commerciaux entre les nations et à l'intérieur de chacune d'elles?**

Granstedt résuma d'abord avec clarté et concision la pensée de F. Partant à ce sujet. L'échange tel qu'il se présente actuellement entraîne une perte d'influence politique pour certain pays; même les pays forts dépendent des autres dans une proportion de plus en plus grande (1/4 voir 1/3) avec la transnationalisation de l'économie : l'Etat perd son pouvoir politique car il ne peut que suivre le jeu économique.

S'accentue en outre un **sous-développement relatif** entre les pays industrialisés eux-mêmes : échanges non stables, flux suivant le courant le plus favorable, entraînant un appauvrissement en cas de perte de compétitivité de ses entreprises



de tel pays par rapport aux autres. C'est l'effet-boomerang ; exporter davantage ici a pour corollaire plus de chômage là. Il faut donc refuser l'échange ou l'analyser autrement, en l'inscrivant dans les relations des gens à l'intérieur d'un territoire habité (concret, local). L'avenir des échanges est dans le cadre de territoires limités, chaque société pouvant ainsi conserver la **maîtrise** de ses conditions d'existence : Les nouveaux acteurs, ceux qui prendront l'initiative, seront les **exclus** actuels (chômeurs, habitants des régions marginalisées) et ceux qui s'en solidariseront.

Par contre, Massiah est beaucoup plus confus. Il en est toutefois ressorti que nous sommes actuellement au cœur d'un modèle de développement universalisant, impliquant une unité profonde entre les sociétés **socialistes** et les sociétés **capitalistes**, et que le système des échanges étant l'essence même du Kapital, vouloir réduire l'échange est illusoire. L'occidental-positivisme doit être totalement remis en cause. La stratégie de la transformation sociale implique une **fracture**, et donc le rejet de l'évolutionnisme.

Tendresse et radicalité, telle doit être la future tendance du XXI siècle!

Soirée studieuse également avec la projection de trois films illustrant les thèses de Partant : le Gabon, l'Algérie et Marseille.

La démonstration, didactique, est implacable : ressources en matières premières du tiers-monde entièrement **succées** par les multinationales des pays riches et destinées à l'usage extérieur, ruinant l'économie locale par la destruction de l'agriculture réduite à un phénomène d'auto-subsistance, et imposant un modèle de consommation accessible seulement aux élites occidentalisées, rejetant le reste de la population dans une impasse... jusqu'à l'explosion, comme en témoignent les récentes émeutes en Algérie, justement.

Le dimanche fut consacré à **Comment penser positivement une marginalisation inévitable?**

Re-exposé de Latouche, assez verbeux cette fois, sur la faillite de l'Occident et du modèle national-étatique. Conséquence : retour au chaos ou créativité des cultures marginalisées?

Il voit des perspectives au-delà de la crise par l'émergence de micro-organisations autogérées fonctionnant selon un mode de consommation différent : pas d'accu-

mulation illimitée, pas de concentration, mais au contraire multiplication des lieux de production solidarité du groupe et surplus destiné au festif et non à l'investissement sans fin.

Il faut retrouver le sens de la fête pour rester en harmonie avec le monde qui nous entoure. L'homo-économus doit faire place à l'homo-festivus!

L'historien Jean Chesneaux a pour sa part, sur un ton vigoureux, réfuté l'étiquette **catastrophiste** accolée à F. Partant, du moins dans son sens usuel, pour revenir à ce qu'il estime être son sens premier, prendre les choses à la racine (parallèle historique avec la chute de l'empire romain).

Si effectivement le système capitaliste sait pouvoir rebondir et si la catastrophe n'est pas inéluctable en termes purement **économistes**, par ailleurs elle est déjà là et bien là : mitage de la couche d'ozone, pluies acides, bidonvillisation accélérée des métropoles du tiers-monde, etc.

Il faut savoir réviser à la baisse notre niveau de vie, démystifier un progrès en évolution unilinéaire. Le retour en arrière n'est pas une régression vers la barbarie, mais un problème de prise de conscience politique.

L'économiste rural François de Ravignan, enfin, a exploré, de sa voix douce, les pistes de l'alternative.

La logique libérale est une logique de contrainte du Kapital, quelque soit le type d'Etat ; l'alternative par des micro-réalisations à l'intérieur du système (travailler, se nourrir, consommer autrement) est un leurre. Nous n'avons que faire de l'Etat ; il ne s'agit pas de le gérer autrement mais de situer l'action politique **ailleurs**, pour agir en concret avec les exclus. D'où l'idée d'une **centrale économique** pour une reconstruction autonome. **Accepter le présent, c'est s'interdire un avenir possible.**

En résumé, deux journées riches d'enseignements et de potentialités. L'affluence, et son corollaire financier, devrait permettre l'édition des Actes du colloque... en attendant le prochain puisqu'a également été créée une **Association des amis de François Partant** avec vocation à continuer à approfondir le sillon creusé par F. Partant lui-même.

J.J. GANDINI Montpellier 22-10-88

Oui à l'Indépendance



Photo C. Chevin

Seul face à l'armée française avant et après les événements tragiques d'Ouvéa, le FLNKS a trouvé dans le plan Rocard le moyen d'une issue non dramatique à une série d'affrontements où le rapport de forces lui apparaissait défavorable.

En France, il nous était loisible de constater cette faiblesse au delà des réactions d'indignation soulevées par la politique «spectaculaire» du gouvernement Chirac. Mais précisément, on peut encore légitimement s'interroger tant sur ceux qui nourriront leur image radicale d'une abstention au référendum du 6 novembre que sur ceux qui mettront à profit l'argent distribué par Matignon pour satisfaire leur besoin de publicité.

Décidément, la solidarité avec le peuple kanak continuera encore à servir les stratégies «franco-françaises» de quelques groupuscules en quête de légitimité historique. Car, chez bon nombre, il importe davantage de savoir «ce que retiendra l'histoire», que

d'agir, même sans gloire suspecte, à la transformer.

Aucun d'entre nous ne pourrait remettre en cause cependant l'évidence d'un marché de dupe que constituent les accords de Matignon, mais ils représentent l'état d'un rapport de force et à l'évidence le mieux qu'il était possible, en l'état, de négocier. Ce qu'il importe donc de savoir aujourd'hui, c'est si le FLNKS se trouvera à nouveau seul en face du pouvoir néo-colonial, comme il fut seul en face de l'armée française. L'enjeu est là,— les accords de Matignon seront-ils une étape dans la lutte d'indépendance ou une défaite porteuse de nouvelles années d'isolement et de désespoir?

Il est donc bien de savoir si les associations de soutien ainsi que les organisations anti-coloniales seront à même de développer des initiatives adéquates, par exemple éviter d'abandonner la «formation» des militants du FLNKS

à l'initiative de l'Etat comme cela est dès à présent le cas. Pour l'essentiel il s'agit de la capacité à dépasser le stade de l'exercice de rhétorique. A l'évidence, nous devons admettre, qu'en cela nous disposons d'un sérieux handicap culturel, que nous ne pourrions guérir de rancœurs nourries des initiatives des Eglises protestantes ou autres O.N.G. de toute natures.

Voilà peu d'années nous étions sous le charme de la culture kanak qu'aujourd'hui nous désespérons de voir devenir culture dominante, voire que nous craignons de voir succomber aux tares du monde occidental — classes sociales antagoniques...—. La question est de savoir ce que nous serons, quant à nous capable d'apporter, de partager, sans plus de prétentions occidentale.

Y. D.

Glasnost écologique

On a beaucoup parlé dans les médias de l'Arménie et de son passé. D'un point de vue libertaire, il faut signaler le travail pionnier d'Atabekian — Arménien de Russie — devenu anarchiste et kropotkinien en Suisse à la fin du XIXe siècle, propagateur libertaire dans les Balkans, puis en Russie comme médecin, même si, apparemment, il n'y eu pas de groupes anarchistes en Arménie (au contraire de la Géorgie).

Plus concrètement, il faut distinguer la communauté arménienne en exil et celle d'URSS. L'exil est surtout traversé par trois courants :

- Le fanatisme religieux d'une grande Arménie (de la mer Egée à la Caspienne).
- Le républicanisme bourgeois
- Le terrorisme style ETA-IRA des années 80, c'est-à-dire poser des bombes pour tuer des non-Arméniens et apparaître dans les médias en vue d'une solution politique vague, sauf pour les quelques membres du comité central.

En URSS, la situation est bien différente. Depuis que le tourisme soviétique est apparu en Bulgarie (début des années 60), chaque groupe de Géorgiens annonçait qu'ils étaient prêts à égorger les Arméniens, et vice versa, dès qu'ils se débarrasseraient de la tutelle de Moscou. Bien évidemment, il s'agit de la tactique employée par l'impérialisme britannique en Inde, diviser les ethnies pour régner en paix, et en même temps, que la paix ne puisse être garantie que par l'impérialisme. On ne peut que constater, de ce point de vue, que la position dirigeante de Moscou est confortée par les émeutes pogromistes et les manifestations autonomistes des uns et des autres. Au vu que dans un livre publié en émigration (plus ou moins par la CIA) sur la question nationale en 1975 (1), aucun document n'apparaît sur l'Arménie et l'Azerbaïdjan, il faut bien en déduire que la querelle nationale actuelle tombe bien, comme par hasard. Autre hasard, les documents sur les manifestations arméniennes sont arrivées à la pelle, comme si le KGB avait brusquement des crampes pour fouiller aux frontières.

Un témoignage oral d'une personne vivant depuis un an à Erevan (et y retournant en juillet) déclare que la première manifestation, un vendredi à

Erevan ne regroupait que quelques dizaines de personnes dans l'après-midi, des centaines le soir, et des dizaines de milliers le samedi, puis presque tous les jours à l'appel du PC d'Arménie. Le slogan étant toujours le problème du rattachement de Nagorni Karabakh.

Or, en Arménie, l'approvisionnement alimentaire est difficile ; on achète la viande avec des tickets de rationnement ; sans compter les problèmes communs à l'URSS et à ses colonies, le manque d'appartements, la vétusté de ces derniers, le niveau médiocre de la médecine et le piston dans les domaines les plus farfelus, indépendamment de la politique. Il y a cependant une grosse différence, les Arméniens peuvent émigrer à l'étranger, à l'Ouest, au rythme actuel de 10.000 par an, pour le triple de demandes. Pour l'URSS c'est un privilège exceptionnel. Réaction d'un ponte arménien de Paris : il faudrait interdire l'émigration parce qu'à ce rythme il ne restera plus d'Arméniens dans notre patrie ! Dernier détail, mais qui n'en est pas un : à quelques kilomètres d'Erevan, on trouve une belle centrale nucléaire, sans compter les raffineries, des complexes chimiques, dont aucun ne connaît le filtrage des fumées.

Le résultat est que le Smog de pollution est tel qu'on ne voit le mont Ararat qu'un jour sur dix.

Cette situation n'apparaît pas dans les revendications du PC d'Arménie, mais la lutte pour l'écologie a été posée par des dissidents arméniens d'Erevan. le manque d'information actuelle ne permet pas de savoir si cet aspect pourra déborder la charge nationaliste (créée ?), alimentée par Moscou.

L'écologie est assez bien implantée en Pologne, avec des ramifications en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Elle apparaît en Bulgarie, grâce ou à cause de la Glasnost, dans la région de Roussé, comme le rapporte *La Nouvelle Alternative* n° 10 (juin 1988) en traduisant un article d'une revue des agrariens exilés. On peut ajouter deux témoignages oraux de Bulgarie. depuis quelques années une usine roumaine produit des gaz toxiques qui arrivent en Bulgarie. Un village proche de Roussé est particulièrement touché, et les habitants, las d'attendre une réponse à leurs protestations, se sont enfuis à plusieurs reprises, mais à chaque fois,

ils étaient repris par la milice, qui avait fini par bloquer le village, dont, de plus, les terres deviennent incultes à cause de la pollution. L'argument de la milice était qu'au nom de l'amitié bulgaro-roumaine, on ne pouvait officiellement protester contre cette pollution. C'est le même argument qui est présenté depuis une trentaine d'années à Sofia à ceux qui réclament que l'usine de technologie soviétique qui fournit l'eau chaude pour le chauffage central des immeubles de la capitale soit équipé d'un filtre. Ce serait léser l'amitié bulgaro-soviétique que de reconnaître que cette usine n'est pas au point techniquement. Dernièrement, toutefois, une partie des habitants du village empoisonnés a pu partir. Le deuxième témoignage relate qu'un comité contre la pollution a été formé à Roussé avec comme animateur principal, le peintre (officiel, inutile de le préciser) Svetline Roussev, ami du chef du pays, Todor Jivkov. Mais Roussev a poussé la critique trop loin, et au début de 1988, Todor Jivkov a dénoncé dans un discours les excès du comité en question. D'où le limogeage express de Roussev.

Passons à la Glasnost en Bulgarie, elle a permis la première caricature officielle de Todor Jivkov. Et aussi, cet élégant ballet : en 1987, le quotidien « Troud » des syndicats commence une série d'articles dénonçant la corruption exercée par un juge de je ne sais plus quelle ville d'une vingtaine de milliers d'habitants. Le journaliste, Tambouilev sauf erreur, reçoit un prix du MVR (ministère de l'Intérieur) la même année, et devient chef de rédaction de « Rabotnitchesko Delo », quotidien du Parti. Mais le juge, cloué au pilori, est en fait le fils adoptif d'un partisan, ami de Jivkov. Et début 88, Tambouilev est destitué, ainsi que le directeur de « Delo », le prix du MVR annulé, et par la même occasion, les poursuites engagées contre le juge cessent.

Dernière anecdote, un brave maquillard, flic en civil de profession, dégotte un stage de formation à l'Ouest pour son rejeton. Séance d'information des flics avant le départ. Je tombe sur le rejeton, en effet, bien chargé de préjugés pro-communistes. Quelques semaines plus tard, avant le retour en Bulgarie, je revoie l'individu, dans la trentaine, rageant de devoir partir, et



me disant que s'il n'y avait pas ses parents, il laisserait tomber son fils et sa femme, parce qu'il en a marre de la vie style soviétique. Je dois même le dissuader de parler en bien de l'Ouest, car s'il veut revenir, il a intérêt à dire du mal du capitalisme!

Et pour finir, de la glasnost écologique! Comme vous le savez les éruptions volcaniques sur le soleil entraînent de nombreuses complications pour les cardiaques. On annonce à la radio quand elles vont avoir lieu, comme le 20 juin, mais de nombreuses personnes meurent, inévitablement. Cette vision bulgare est étrange à première vue: pourquoi le soleil éclairerait-il différemment cette parcelle du globe? En attendant d'autres explications, mon hypothèse est que soit les retombées de Tchernobyl durent, soit que de nouvelles émanations d'usines empoisonnent le pays, et le soleil, en attendant la lune et d'autres astres, ont bon dos pour expliquer le malheur!

Martin Zemliak

1) «Natsionalen Vopros b CCCP, sbornik dokumentov» 1975.

POLOGNE , ETE 88
Manifestation contre l'existence d'une centrale nucléaire à Zarnowiec.

(Photo Gall)



Perestroïka occidentale

Afin de juger la perestroïka, je propose de prendre un peu (!) de recul. En 1928 un notaire espagnol a publié le journal de son voyage dans l'URSS de la N.E.P. (1) où (même si on subodore la chasse aux trotskistes et la main encore gantée de Staline) il y a un air d'insolite liberté. Les douaniers sont aimables, ainsi que les employés d'hôtels, on ne voit pas la misère évoquée par l'Occident, la religion est tolérée. Qui plus est, les communistes que rencontrent l'auteur ne semblent pas profiter ni abuser du régime. Et ils sont enthousiastes : — « d'ici dix ans (...) la Russie sera la mère qui nourrira le monde » (p. 94-95) ; — « la jeunesse n'aura besoin d'aucune stimulation pour arriver au communisme (...) les professeurs et les supérieurs d'aucune sorte ne peuvent prendre des mesures qui ne soient pas contrôlées et acceptées par le soviét des pionniers » (jeunes de 7 à 14 ans, p. 136-137) ; — « la prostitution « n'est pas possible » (p.123) ; — la vodka « monopoli-

sée par le gouvernement du tzar (...) n'est plus, comme elle l'était, à la portée de tous en quantité et en qualité ») p. 135-136) ; — Ce n'est pas « le règne de l'essence, du foot-ball, et la fièvre du sport est tombée dans ce pays » (p.160). On pourrait croire qu'il s'agit d'un récit de néo-phyte. Loin de là, l'auteur s'est préparé, a vu des Russes et des Espagnols qu'il voulait voir à Moscou, sans passer par le tourisme officiel. L'intérêt principal du livre est double. D'abord, l'auteur explique son souci de vouloir éviter des visites où tout ce qui pourrait être désagréable est caché, et donc de se passer des services de la Volks (l'organisme touristique officiel de l'époque), afin de ne pas être accusé en Espagne d'avoir été conduit comme un mouton. Une responsable (jeune et belle) lui répond : « Mais est-il possible que l'on dise sérieusement de pareilles choses et qu'il y ait encore quelqu'un pour le croire? Cela supposerait une organisation parfaite. Mais même si vous ne séjournez que

quelques jours à Moscou, vous serez convaincu que les étrangers jouissent d'une complète liberté. Pratiquement, même si on voulait jouer la comédie, le plus naïf des visiteurs s'apercevrait de la supercherie. » (p.180).

On baigne donc dans la transparence - glasnost - avec 60 ans d'avance. Mais, second aspect, l'auteur est loin d'être embrigadé par cette ambiance. Il juge l'incorporation de la jeunesse d'URSS dans les Komsomols, identique à l'influence des jésuites dans les groupes appelés en Espagne *Los Luisas* « Avec des procédés similaires, les jésuites (comme ici les soviets) organisent les enfants en leur inculquant dès tout petit la défense d'un credo, en les baignant dans la plus pure orthodoxie en leur apprenant les tactiques d'attaque et de défense, en les écartant de l'hérésie,

Suite à la page 20.



LES GROTTES

de Kurt SALOMONSON

C'est un regard désabusé que Kurt Salomonson jette sur le monde du travail. Son jugement est sévère, sans concession, envers les ouvriers comme envers les employeurs. Pourtant, comment ne pas accorder à ce livre, **Les Grottes**, une attention supérieure à celle que mérite un simple témoignage ?

Kurt Salomonson est un auteur suédois. Les auteurs suédois, constatons-le, sont encore peu connus en France, à l'exception peut-être de Stig Dagerman qui possède maintenant, et principalement grâce au travail éditorial de Hubert Nyssen (*Actes Sud*), d'Edmond Thomas (*Plein Chant*), ou de Maurice Nadeau (*Les Lettres Nouvelles*), une certaine notoriété. Mais l'écrivain anarchiste n'est pas le seul représentant de cette littérature du Nord qui compte aussi, comme en France, un courant que l'on peut qualifier, à tort ou à raison, de « prolétarien ». L'œuvre de Stig Dagerman, quant à elle, s'apparente davantage à celle de Camus. Les deux auteurs ont, en effet, concédé dans leurs ouvrages une large place au thème de l'absurde. Le suicide de Stig Dagerman peut être considéré comme une réitération de ce thème, jusqu'à l'ultime limite. Si tout est absurde, le geste de se donner la mort risque d'apparaître, seul, pleinement cohérent.

L'ouvrage de Kurt Salomonson, par contre, appartient plutôt à cette littérature qui a fleuri en France dans l'entre-deux guerres, dans laquelle l'activité laborieuse en tant que telle s'avérait un personnage central. Le travail est ici épuisant, difficile, cruel. Il se montre donc un personnage à part entière, infligeant à l'homme ses lois. Constant Malva avait déjà évoqué l'existence du mineur, que la maladie, en l'occurrence la silicose, atteint souvent. Kurt Salomonson aborde le même sujet, mais à la différence de Malva, ne se contente pas de relater les faits. Son livre se lit comme un roman car son livre est un roman, même si l'intrigue, au fond de peu d'importance (ou peut-être, à cause de cela, d'une importance extrême), est utilisée pour mettre en exergue les conditions de vie de ceux qui exercent l'une des professions les plus pénibles qui soient.

L'idée de ce livre, avoue Kurt Salomonson dans une préface à l'édition de 1980, lui est venue au cours des trois années pendant lesquelles il a travaillé comme boiseur dans une mine de Laisval. « *cela se passait au début des années 50* »... Le livre parut en 1956. Kurt Salomonson s'attendait à ce que des discussions soient entamées après la publication de son ouvrage. Il n'en fut rien. La société suédoise avait décrété depuis longtemps l'abolition de la lutte des classes. Aucun problème ne contrariait-il la bonne marche du monde ? Le régime social démocrate professait un mutisme de bon aloi. Les syndicats eux-mêmes, hormis la SAC, syndicat d'obédience anarchiste, ignorèrent les révélarions (qui, à vrai dire, n'en étaient malheureusement pas) de Kurt Salomonson. Pourtant, l'auteur, par la voix d'un journaliste déchu qui se retrouve employé dans une mine, pose des questions d'intérêt notable.

« Jadis, il avait cru au mensonge sur la disparition des classes sociales. Il avait cru que la victoire du peuple des travailleurs, après les années de disette, entraînerait une vie qui se situerait bien loin du tumulus de la lutte des classes et de ses haines. (...) Maintenant, il comprenait que les classes ne s'étaient pas rapprochées et que la lutte entre elles avait simplement perdu de son tranchant et pris des formes plus distinguées ; elle se livrait maintenant de façon sournoise. »

Mais elle ne s'en poursuit pas moins. Les mineurs meurent toujours de silicose, aujourd'hui comme hier. La maladie n'est pas une fatalité. Elle résulte de cette course à la rentabilité que les entreprises mènent, s'adonnant aux principes du capitalisme. Aussi, lorsqu'un ouvrier se met en tête de réclamer une augmentation à son employeur — qui la lui refuse — il s'ensuit ce dialogue que l'on aimerait purement imaginaire :

« — Ce n'est quand même pas ma faute si je suis malade, bon sang, grogna-t-il.
— C'est la faute à qui alors, je vous le demande ?

— Ça me paraît évident.
— Vous voulez dire que c'est la faute de votre employeur. Mais alors vous faites erreur. Personne ne vous a forcé à venir travailler à la mine et personne ne vous a forcé à y rester. Et il faut hélas que je vous dise une ou deux vérités. (...) Vous dites que c'est nous qui sommes responsables de votre maladie. Mais vous avez tort. C'est vous qui avez accepté cette responsabilité en décidant de venir travailler à la mine.

C'est donc à vous d'en assumer les conséquences. Notre société n'est pas une institution de bienfaisance... »

Que répondre à ceci ? L'ouvrier qui annonce, pour nom, le numéro 403, dans le roman de Folke Fridell (un autre écrivain suédois) intitulé *Une semaine de péché*, préfère se « mettre au vert » durant quelques jours afin d'apprécier le charme d'une existence qu'il n'a plus, ou jamais eu, le loisir de savourer. Mais les griefs, somme toute, demeurent les mêmes. La société suédoise, tant adulée par certains hommes politiques, est une société à deux vitesses. Tandis que des individus parcourent le monde, confortablement, pour vanter les progrès du système économique dont ils sont les promoteurs, d'autres sont obligés d'occuper des postes dangereux, de vivre chichement. Finalement, la mine que décrit Kurt Salomonson, à trois quart de siècle de distance, ressemble fort à la mine que décrivait Zola dans *Germinal*. Le mineur, comme les vieux chevaux qui arpentent interminablement les galeries souterraines, ne voit jamais le jour, les choses n'ont pas tellement changé avec le temps... Et même si, « dans cent ans, tout ça, ça s'ra oublié », comme le prétend un mineur dans l'ouvrage de Salomonson, dans le « pétrin » seront toujours « tous ceux qui travaillent de leurs mains ».

Les auteurs suédois mériteraient d'être enfin, et véritablement, découverts en France. L'ouvrage de Kurt Salomonson, *Les grottes*, a été récemment traduit en français par Philippe Bouquet (traducteur également de plusieurs textes de Stig Dagerman, de Folke Fridell, de Ivar Lo-Johanson, etc.). Ce livre s'insinue dans la tradition de la littérature prolétarienne. Kurt Salomonson est né en 1929. Devenu journaliste dans la presse ouvrière après avoir été mineur, il ne lui échappe pas que la prospérité économique de la Suède est relative et se forge, avant tout et comme ailleurs, sur de trop nombreuses injustices sociales.

Thierry Maricourt.

Kurt SALOMONSON, *Les grottes*, ed. Plein Chant, 16120 Bassac.

Folke Fridell, *Une semaine de péché*, ed. Plein Chant.

REMISE DES PRIX LITTERAIRES

UNE NOUVELLE PEINE D'EMPRISONNEMENT
EST DECERNEE A SERGE LIVROZET

Par un singulier paradoxe, c'est en pleine rentrée littéraire que nous apprenons l'emprisonnement d'un écrivain. La justice vient, en effet de décider, une nouvelle fois, d'incarcérer Serge Livrozet. Les faits qui lui sont reprochés... ? Rien de plus que ces accusations fantaisistes qui lui avaient déjà valu plus de six mois d'emprisonnement il y a peu de temps.

Souvenez-vous... En août 1986, la police met la main sur ce qui se révèle être la « plus grosse affaire de faux billets » jamais réalisée en France. Bernard Chatron et Pierre Ciron sont pris en flagrant délit : ils s'apprétaient à charger soixante dix millions de francs en fausses coupures de deux cents francs dans un camion. Serge Livrozet est arrêté peu après, sur la Côte d'Azur. Les journaux s'emparent de l'affaire. L'écrivain est un coupable de choix. N'a-t-il pas déjà séjourné en prison pour avoir commis des cambriolages ? N'a-t-il pas dénoncé à maintes reprises l'institution carcérale, affirmant que dans cette société fondée sur l'exploitation salariale ou le rejet d'une partie de la population, la « délinquance » était un phénomène somme toute logique ? Serge Livrozet a rédigé plusieurs livres. L'inégalité sociale alimente les prisons, répète-t-il. Il le démontre : par son expérience d'ancien détenu, mais aussi par des enquêtes qu'il mène jusqu'à l'intérieur des maisons d'arrêt et des centrales. Son combat trouve un écho favorable parmi les personnes qui considèrent, comme lui, que la pratique de l'enfermement (le nombre de prisonniers augmente sans cesse) est souvent une aberration. Pour que les pauvres ne volent plus, assure-t-il volontiers, il convient de distribuer équitablement les richesses. Un tel discours, évidemment, est peu apprécié par les partisans de la répression.

Le lendemain de son arrestation, en août 1986, les journaux titraient sur Serge Livrozet, cerveau d'un gang de faux monneyeurs ; un écrivain libertaire sous les verrous, ce n'était pas pour déplaire aux rédacteurs du *Figaro* ou de *Paris-Match*. Et puis... Tout ne plaidait-il pas contre lui ?



L'ordre

gravure de K. M. (Leningrad)

Comité de soutien :
Annie Livrozet. BP 519
75067. Paris cedex 02.



Autodidacte, Serge Livrozet a écrit une dizaine de livres. Le dernier, *La dictature démocratique* (ed. Les Lettres Libres), est un pamphlet dirigé contre les hommes au pouvoir, que le pouvoir soit de « droite » ou de « gauche ». Cette démocratie, constate-t-il, est une façade. Derrière, règne un ordre sévère. Contester cet ordre, c'est s'exposer à subir une répression ouverte ou camouflée. Son arrestation allait prouver la justesse de ses propos. Serge Livrozet était aussi parvenu à créer une maison d'édition (« Les Lettres Libres ») qui accueillait des auteurs que les éditeurs traditionnels refusaient. Un journal (du même nom) paraissait épisodiquement. Une librairie présentait toutes ces publications, rue de Crimée, au siège des « Lettres Libres ». Il y avait aussi une imprimerie...

Et c'est là que les faux monnayeurs exerçaient, diront les journalistes. Serge Livrozet, gérant des « Lettres Libres », ne pouvait ignorer leurs activités. Alors... Serge Livrozet est-il coupable ?

A vrai dire, même coupable, il ne mériterait assurément pas la prison. Combien de commerçants meurtriers d'un voleur qui s'enfuyait sont-ils acquittés... ? Combien de policiers bénéficient-ils de circonstances « très » atténuantes après avoir vidé leur arme sur un anonyme passant dont le tort consistait à être trop bronzé... ? Non, même si Serge Livrozet et ses deux associés avaient effectivement imprimé de faux billets, ils ne méritaient pas la prison. La valeur d'une vie humaine serait-elle inférieure à celle du papier monnaie ?

Mais Serge Livrozet déclare être innocent. La justice se montre avare de « preuves » étayant sa soi-disant culpa-

bilité. Lui, par contre, dispose de nombreux éléments accréditant son innocence. Les policiers ont relevé ses empreintes digitales sur les films qui ont servi à l'impression des fausses coupures ? « J'ai eu en main ces films », reconnaît Serge Livrozet. « Bernard m'avait confié son intention de les utiliser », ajoute-t-il, « mais je m'y étais vivement opposé. Son action risquait de détruire dix années de travail... » Sur ce, Serge Livrozet part en vacances. Son collègue passe outre à ses avertissements, les policiers interviennent, les déclarations de Bernard Chatron et de Claude Ciron corroborent cette version des faits. Livrozet doit-il donc demeurer emprisonné ?

D'autant plus que certaines remarques troublantes peuvent être faites : comment les policiers ont-ils appris que les fausses coupures étaient fabriquées au siège des « Lettres Libres » ? (Parce qu'une commande de papier dont le grammage était proche de celui utilisé pour les billets de banque avait été réalisée auparavant ? Peut-être, mais cela reste à confirmer.)

Pourquoi les policiers, qui ont été mobilisés en nombre pour cette affaire et qui ont surveillé l'imprimerie durant un mois, n'ont-ils pas attendu que les billets soient remis à leur destinataire ? (Les arrestations ont eu lieu avant la livraison. Les policiers ont-ils agi contre toute logique ? Savaient-ils à qui étaient destinées les fausses coupures mais ne tenaient pas à arrêter ce « commanditaire » ? Car il est évident que les deux imprimeurs n'envisageaient pas de faire usage eux-mêmes des billets... Généralement, dans ce genre d'affaire, les coupures sont vendues à des personnes qui les redistribuent ensuite.)

La justice avait fini par admettre, implicitement, l'innocence de Serge Livrozet. Rien ne pouvait décemment être retenu contre lui, si ce n'est le fait d'être le gérant des « Lettres Libres ». Sa libération survint après six mois d'emprisonnement.

Mais le feuilleton n'était pas terminé. Deux ans après, la justice décide de l'emprisonner à nouveau. Que lui est-il reproché de plus ? Rien. « J'attendais mon jugement au grand jour. Je l'attend désormais à l'ombre. Il s'agit de voir combien de temps », m'écrivit Serge. Les prisons sont pleines, mais les magistrats n'en tiennent pas compte. Ils incarcèrent sans scrupule des individus qui devraient être présumés innocents tant que leur culpabilité est alléatoire. Serge Livrozet doit être remis en liberté. Son combat est d'ordre politique. Il se prétend innocent et sa vie, ses écrits, témoignent en sa faveur. Les déclarations de ses co-inculpés attestent également de son innocence. Comment donc interpréter sa nouvelle incarcération ? Par le fonctionnement de la machine administrative, qui ne fait guère de différence entre l'innocence et la culpabilité comme il le suggère lui-même ? On aimerait presque le croire. Mais la machine administrative, pourtant, statue plus vite habituellement lorsqu'elle est confrontée à des commerçants meurtriers ou à des policiers auteurs de « bavures ». L'innocence ne fait alors aucun doute. L'incompétence est-elle chronique dans le petit monde de la justice ? Et Serge Livrozet devra-t-il encore en pâtir longtemps ?

Thierry Maricourt

Serge Livrozet
matricule 235 213 - S 2 - Cel. 246
42, rue de la Santé, 75014 Paris.



Actualité de la Charte d'Amiens

Il en est de la Charte d'Amiens comme de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, ainsi que le rappelle un auteur de ce recueil (1) : elle est connue du public syndical, elle est rarement lue dans le texte, elle est invoquée à travers les âges comme référence fondatrice du syndicalisme par les militants historiques. Un mythe? telle est une des questions qui traversent ce recueil d'analyses, volontairement centrées sur une lecture non-historienne mais sociologique et juridique de la Charte d'Amiens.

On ne peut qu'inviter le lecteur à une attention à ces contributions d'une excellente teneur générale sur l'état du syndicalisme sans ses rapports au politique, à l'Etat et à l'entreprise.

J'en retiens trois : Dans *Perspectives internationales de la Charte d'Amiens*, du syndicalisme révolutionnaire à Solidarité, Dominique Rosenberg propose une lecture fort à propos du destin international de la Charte d'Amiens qui cependant, rappelle l'auteur, ne fait elle-même aucune référence à l'international dans ses propres décrets. Par là, l'auteur met en lumière cette seconde voie du syndicalisme si vivace qu'elle inspira précisément le syndicalisme révolutionnaire international qui vit là l'une des plus nobles contributions françaises à la pensée révolutionnaire. Véhiculée dans les congrès internationaux, retransmise par les réseaux militants, elle fut à l'origine de nombreuses inflexions syndicalistes dans le mouvement révolutionnaire, comme par exemple Emma Goldman individualiste d'origine russe résidant aux Etats-Unis qui trouva en ce texte la force de conviction du syndicalisme qu'elle retransmit alors au mouvement ouvrier parmi les Hobos notamment.

La lecture de l'auteur est celle des résurgences multiformes de la Charte d'Amiens car un double consensus imprime cet ouvrage : la Charte d'Amiens n'est plus d'actualité car le syndicalisme révolutionnaire a connu un incessant déclin et par ailleurs, le syndicalisme n'a jamais cessé entièrement d'en référer à la Charte d'Amiens ; une référence volontiers qualifiée d'incantatoire, voir mythique, au mieux grandiose utopie. Le ton général tourne autour de cette thèse avec plus ou moins d'affirmation, plus ou moins d'indulgence pour ce rêve : Rêve sans lequel, une société est condamnée à mourir pour autant que sans rêve, il n'y a non seulement pas d'avenir, mais pas de présent (Soulier, p. 17).

Entre l'analyse des transformations du syndicalisme français depuis 1906,

depuis le projet révolutionnaire jusqu'au syndicalisme gestionnaire du moment — toutes ces contributions expertes — et une pointe de nostalgie contenue, le conflit demeure, si bien qu'on se demande : mais pourquoi un si beau texte n'est-il pas reproduit in extenso dans la présente édition? mais pourquoi une si grande œuvre, selon les auteurs, suscita-elle tant d'ardeurs dans la défiguration? mais pourquoi une telle merveille du monde du travail est-elle si sinistrement déclarée défunte, quels qu'en soient les honneurs qu'à ce titre, il convient de lui rendre? Pis, louée à l'unanimité par les analyses — et à juste titre — elle est déclarée d'entrée : un mythe, ce qui de nos jours est inquiétant : Le mythe est une aimable manière de dénégation de l'évènement, qu'il soit de pensée, d'acte ou de processus historique.

On peut faire des analyses moins distancées, plus primaires, du destin souterrain et résurgent de la Charte d'Amiens à savoir, par exemple, que le mouvement syndical, gardien de cette mémoire, n'a pas renoncé — quelles qu'en soient les déconvenues de l'apparence — à son projet ontologique. Ou encore : qu'entre l'épreuve de réalité des défaites et la nécessité vitale d'espace alternatif, la Charte d'Amiens est cette mémoire, promesse d'un possible toujours à venir. L'absence d'historiens dans cet ensemble est en cela perceptible que sans étude à-ras du passé, il n'y a pas de marge prospective ; le présent écrase toute durée et l'histoire est alors nommée : croyance.

D. Rosenberg nous engage, au contraire, dans une voie de réflexion très pertinente, au sens où l'actualité de la Charte d'Amiens est vue comme l'alternative politique qu'elle entendait demeurer, ainsi que Solidarité en Pologne l'illustra ces derniers années. C'est

une démarche fidèle à l'esprit de ce texte et l'on peut souhaiter une réflexion plus poussée en ce sens, c'est-à-dire sur une définition du politique proposée dans cette Charte.

Nous n'avons aucune raison de considérer les auteurs d'Amiens comme des bons sauvages dont l'intellectualité et l'intellection de leur environnement serait plus frustrée que la notre, 80 ans plus tard. Avant que de formuler ce le syndicalisme se suffit à lui-même, ils héritaient de 50 ans de pratique et de réflexion théorique sur les liens entre parti et syndicat. Et le Grève de masse, partis et syndicats de Rosa Luxembours date de 1905. L'exemple des Pays du bloc de l'Est démontre, c'est ce que l'auteur donne à notre réflexion, l'actualité de la Charte d'Amiens. On conviendra plutôt que faire preuve d'une analyse politique qui se révèle en fin de siècle d'une lucidité aussi incisive est plus que troublant, monstrueux : pourtant, c'est exactement cela, la Charte d'Amiens.

La seconde contribution retenue est intitulée: Les syndicats dans l'Etat ou les ambiguïtés d'un combat, par Daniele Lochak. Terrain d'analyse délicat puisqu'il ne s'agit pas moins de celui des syndicats de fonctionnaires lesquels peuvent sembler en contradiction avec le projet révolutionnaire d'Amiens : abolition de l'Etat-patron. L'auteur contourne l'écueil avec dextérité et on lira avec intérêt comment, d'une administration autogérée au service des usagers — instituteurs et cheminots — l'Etat-patron est devenu un service public et le syndicalisme fonctionnaire, un gestionnaire mal à l'aise de la défense des acquis ou : comment la montagne d'Amiens a accouché de la souris corporatisme dont il n'y a guère



re à attendre que refléuriraient tant d'énergies comprimées.

La troisième contribution que j'ai retenue est celle de Raphael Draï : Crise du syndicalisme, entreprise créatrice et société civile, parfaitement remarquable. Cet auteur ne parle pas de mythe, concernant la Charte, mais : d'écart entre les buts proclamés et la réalité du monde syndical ; évaluer un tel écart n'a pas pour but de disqualifier rétrospectivement et prospectivement la pertinence analytique d'un tel texte (p. 195). Ce sont les petites choses qui font les grandes différences. Contribution lumineuse qui prend la question à l'envers, à rebrousse poils : à partir d'analyses américaines du *managing d'entreprise*. Entre la culture prolétarienne aucunement en haillon des Griffuelhes, Pouget and Co et un Chic cadre de Choc américain, on eut pu penser que rien ne les rassemblait. Erreur : la contribution de R. Draï l'ordre plébéien et les théologies économiques, via notamment le droit talmudique sur les rôles et fonctions de l'entreprise comme créatrice et non-détenrice (de biens, richesses, énergies, culture) est proprement enthousiasmante :

— que : « la production marchande n'est pas considérée comme concept origininaire et indispensable, mais comme l'une des modalités de la création » ;

— que : « l'homme auteur et acteur ne peut être privé de cette qualité génésiaque sans être dénaturé » ;

— que : « la rétention économique est explicitement assimilée à un détournement de créativité, à une décréation » ;

— que : « le pouvoir patronal est-il obsoleète ? », ainsi que Naisbitt l'affirme rejoignant par là les auteurs de la Charte d'Amiens, voilà qui est original et la démarche imprime à ce recueil la double réussite de son objet : Célébrer la Charte d'Amiens et en mesurer le chemin parcouru.

Ainsi que cet auteur le rappelle : « Réexaminer le contenu de la Charte d'Amiens incite à réfléchir sur le projet qu'elle comportait, un projet dont il convenait d'examiner la validité interne car celle-ci, une fois recon nue, ne saurait être contrainte à une durée prédéterminée pour sa réalisation » (souligné par nous).

Claire Auzias.

NOTE

L'actualité de la charte D'Amiens, P.U.F., 1987.

PERESTROIKA OCCIDENTALE

Suite de la page 15.

en suscitant l'intransigeance et la propagande. C'est de ces troupes juvéniles que surgissent ensuite les responsables qui brandissent les drapeaux. Et les masses les suivent aveuglement en se souvenant éternellement de ce qu'elles ont appris pendant leur enfance. (...) Mais je crois (que les chefs auront beau semer leurs idées) ils ne ramasseront pas la récolte dont ils rêvent, car rien n'est aussi flou et inconnu que la voie que la jeunesse donne à sa vie » (Moscou, septembre 1928, p.138).

L'Urss de 1988 a encore bien de points à rattraper sur la N.E.P., comme Gorbatchev l'a constaté dans un bain de foule de province où il a été apostrophé sur le manque de produits de consommation courante et la persistance de queues dans les magasins. Par contre, le régime redore son blason en reconnaissant les crimes du stalinisme, en conservant un pieux silence sur les idées des victimes et sur une éventuelle reconnaissance de leur justesse. Ainsi présenté, tout ne serait que du vent. En fait, je ne peux m'empêcher de trouver une analogie avec la politique des cents fleurs de Mao, qui permit une éclosion de critiques réelles et d'embryons de réformes (calmée ensuite par la ré-éducation carcérale). Selon un témoignage sérieux et oral, à deux ans de distance (87-88), en Russie et en Ukraine, les même personnes parlant avec le même interlocuteur étranger se retournent moins dans la rue et semblent peu préoccupées par le KGB. Un bon point pour Gorbatchev. Par contre, toujours entre 87 et 88, le nombre de jeunes marchant

dans la rue avec un casque baladeur aux oreilles et la musique au maximum, est impressionnant ... Et sur le même plan, dans les restaurants, la musique est mise si forte que pratiquement toute discussion entre voisin de table est impossible.. Petite conclusion sur la perestroïka, le P.C. est plus actif pour fournir des walkmans à la population que des médicaments usuels, des produits ménagers courants ou une alimentation variée banale. Il est vrai qu'avec de la musique de style occidental dans les oreilles, de nombreux soviétiques peuvent se croire déjà avec un pied en Occident. Il tombent ainsi dans le panneau que leur tend le régime : l'isolement du bonheur individuel, la fragmentation, qui divise davantage les gens et les écarte de toute protestation collective. Mais les événements de Pologne et d'Arménie montrent la facilité avec laquelle le régime voit s'embraser ses fondements.

Par hasard, j'ai trouvé la revue *L'auteur Pravda* (2) qui est une tentative excellente de réunir des textes intégraux de la presse soviétique sur un sujet donné. Le numéro 9 porte sur la prostitution, qui présente des traits qui lui sont propres. Elle est surtout axée vers la

recherche de devises pour acquérir un standing supérieur : Certaines prostituées refusent même d'abandonner l'URSS, car la même profession est moins lucrative à l'Ouest. On peut remarquer qu'il s'agit de la conséquence directe du système du double marché : celui des gens normaux et celui des privilégiés. Comme ce système existe non seulement dans presque tous les satellites mais aussi au Vietnam et à Cuba, on constate une série de comportements identiques dans ces pays. La prostitution n'est qu'un aspect de la prostitution généralisée imposée par un système d'autorité verticale, où les points positifs ne sont offerts qu'aux nantis et aux passe-droits qu'ils octroient contre des services multiples (du droit de cuissage aux corvées sous forme de travaux ménagers en passant par des dons qu'ils reçoivent d'oeuvres d'art).

Finissons par des nouvelles de Bulgarie Dans un korekom (magasin à devises) sur la côte de la mer Noire, il y avait en septembre de cette année... des bananes. Un luxe dans le pays où les biens de consommation courants et la nourriture continuent -avec ou sans perestroïka- à jouer à cache-cache avec les acheteurs. Soyons honnêtes : avant l'explication officielle de l'absence de marchandises était « Elles vont arriver ». Maintenant, c'est plus direct : « L'Usine ne les fabriquera que dans X mois, parce qu'elle produit autre chose en ce moment ». Côté sport, les jeux de Seoul ont montré que les biochimistes bulgares font plus d'erreurs que leurs

homologues occidentaux pour les dopages. Enfin, Naim Suleymanoglu a brillamment confirmé le crétinisme de la politique de bulgarisation des citoyens d'origine turque (voir les IRL précédents Sur ce plan, seuls les Roumains, partisans de Ceausescu partagent cette vision chauviniste du pouvoir, qui n'est pas la norme du marxisme-léninisme. En général, en Yougoslavie, en URSS etc..., les ethnies sont respectées, sans qu'aucun effort véritable de solidarité ne soit proposé, si ce n'est l'obéissance verticale. Les réactions endémiques de poussées nationalistes (soit vers le fédéralisme libéral, soit vers la sécession aveugle) en Croatie, au Kosovo, en Arménie, depuis les années 60 montrent que le schéma marxiste-léniniste est dépassé, car il n'a jamais été qu'un replâtrage de la solution classique du colonialisme britannique en Inde : diviser pour régner. (3)

Martin Zemliak

1) Hidalgo Diego un notario espanol en Rusia Madrid, Alainza, 1985.

2) 37, Bd Poniatowski -75012- Paris

3) Pour des informations plus récentes, voir IZTOK BP 161-09 75422 Paris cedx 09.

la stratégie de l'emploi

L'évidence que la crise sociale est un phénomène long, voire constant du capitalisme actuel, depuis 73, entraîne différentes stratégies dans l'application, ou des distorsions qui deviennent des prises de conscience.

Deux membres de l'ex revue *Auto-gestion* ont analysé l'espace social qu'ils baptisent comme « les petits boulots » (1). C'est-à-dire en liaison avec « des demandes sociales diffuses ou précises : qualité de la vie, socialisation des enfants en bas âge, intégration des personnes âgées dans le tissu local, développement de l'emploi féminin, liaison entre les aspects — souvent fragmentés — de la vie quotidienne, etc. » (p. 11). Les auteurs indiquent aussitôt les bénéficiaires possibles, soit des chômeurs marginalisés pour « favoriser une réinsertion professionnelle », soit « pour redonner une dignité à des individus en voie d'exclusion ». Bien évidemment, il ne s'agit pas seulement d'une problématique française, mais c'est un fait important auxquels font plus ou moins face les autres pays industrialisés. La législation est fluctuante, suivant que les législateurs — droite ou gauche confondue — visent telle ou telle couche de chômeurs, ou bien qu'ils prennent conscience de l'intérêt de ne pas creuser le fossé séparant les rejetés des « nantis », autrement dit les salariés, à cause de... Les auteurs ne prennent pas position.

Brièvement, et sans tomber dans l'attribution de plans machiavéliques aux multiples couches de la classe possédante, il est logique de penser (au vu de la vie quotidienne) que les Etats de l'Ouest et de l'Est supportent bien mieux la délinquance, le trafic de drogues, que le militantisme d'opposition frontale. Dans ce sens, la tendance actuelle du capitalisme occidental à engendrer un plus grand nombre de chômeurs ponctuels est intéressée par la zone des « petits boulots ».

Et cela d'autant plus que ce serait une sorte d'application d'une pratique d'Outre-Atlantique exposé dans IRL n° 33 (avril 1980) par le Canadien Stephen Schecter. « Au Canada, le gouvernement fédéral avait eu la perspicacité de mettre sur pied, face à une contestation beaucoup moins forte (qu'aux USA), un programme d'initiatives locales en 1971 qui était, à toutes pratiques, rien d'autre qu'un projet de subvention

étatique de la dissidence actuelle et future. (...) Ce financement a sapé la capacité autogestionnaire des citoyens en les rendant plus dépendants des animateurs qui contrôlaient à la fois les fonds et les activités de ces groupes ».

Mais revenons au livre de Bernard Eme et Jean-Louis Laville, qui préfèrent visiblement donner des éléments pour que les lecteurs puissent juger sagement. L'exposé des fluctuations des lois et des politiques étrangères s'expliquent par les sous-entendus politiques déjà exposés. Il apparaît, de plus, que le problème des personnes âgées (isolement moral et physique) est traité par des groupes locaux, avec une gestion propre et pas mal de bénévolat. Cela semble la marque de la gestion étatique actuelle qui se débarrasse de secteurs peu productifs, au nom de l'autonomie financière, tout en centralisant les secteurs « juteux », au nom de l'efficacité.

Au delà de cette vision très générale, le livre montre qu'il y a une opposition de fait entre, par exemple, des artisans comme les plombiers, les électriciens et le nouveau secteur des petits boulots. Il y a aussi le problème que la législation créée sur les associations donnant lieu à ces boulots limite les heures de travail (p. 161). Heureusement, dans la réalité, l'obstacle peut être facilement levé. A St-Etienne, le service de dépannage du CIEDIL (Centre intergénérationnel pour l'emploi par le développement des initiatives locales) pour les personnes âgées propose l'aide de retraités. Si la panne est importante et dépasse les compétences du retraité, un spécialiste du CIEDIL intervient ; si là aussi, il y a difficulté, on appelle l'artisan. On voit les avantages qu'offrent les salariés du CIEDIL : « Développant des relations de convivialité avec les personnes âgées en dehors des interventions, ils luttent contre la marginalisation d'une tranche de population et initient de nouvelles solidarités » ; des expériences du même ordre sont nées à Macon, avec Vieillesse-Buissonnière qui unient des vieux et des jeunes, à Lisieux avec la Bourse d'aide aux chômeurs ; et, toujours pour les chômeurs, à Lannion et St-Brieux, il y a aussi les crèches parentales, qui ont permis la création de centaines d'emplois.

La conclusion des auteurs (qui me sont très proches) est que les petits boulots sont « la réponse à des demandes sociales légitimes et insatisfaites

de différents groupes sociaux concernant l'aménagement de leur cadre de vie et leur intégration sociale, économique, culturelle dans le tissu social ; la création d'emploi et/ou d'itinéraires d'insertion pour les chômeurs (p. 210) Pour ce faire, les critères purement économiques ne peuvent suffire. Il faut une multiplicité de tentatives. Tentatives qui doivent être « un outil de partage de travail pour le plus grand nombre de personnes en situation de précarité profonde » ; ainsi « les associations intermédiaires qui gèrent les petits boulots joueraient un rôle de passerelle entre le troisième groupe (les nantis d'un emploi classique) et le deuxième (les salariés de statuts divers). » (p. 213).

Je pense qu'il y a dans cette approche un sous-entendu social abordé trop rapidement par les auteurs, mais constaté de plus en plus : l'échec dans la majorité des cas des stages de formation pour jeunes (p. 87) ; le fait que sur un million d'adolescents « 10 % ont des difficultés si graves qu'ils vont inéluctablement vers la marginalisation » (Yvon Gattaz, ex-président du CNPF, mars 87, p. 58). Le sous-entendu est, à mon avis, que le système scolaire est définitivement sélectif, dans la mesure où l'emploi demandé plus en plus un savoir faire (compter, lire, écrire) que l'école et les parents n'assument pas. Différents facteurs jouent : pédagogie inadaptée imposée aux instituteurs, parents occupés par eux-mêmes et laissant la TV former leurs enfants, coupure CES-Lycées-Fac/BTS/IUT. Le résultat est que les enfants de la grande bourgeoisie sont aussi avachis culturellement que ceux des OS français et étrangers, d'où les hauts cris des parents, des syndicats d'enseignant, du ministère sur l'échec scolaire, alors qu'ils ont toujours fermé leur gueule quand il ne s'agissait que des fils de prolétaires et de bouseux. (2)

Courant Alternatif (3) de mai 88 offre, à mon sens, deux aspects caractéristiques de l'état de désertification culturelle de bien des jeunes qui suivent les stages de formation.

a) « Dans le cadre du stage, ils voient souvent pour la première fois un travail propre fait jusqu'au bout. Ils sont contents d'avoir fait ça. »

b) « à propos du rôle efficace — quand même — des prud'hommes, de l'inspection du travail :



«Ça peut éventuellement les aider si par hasard ils trouvent du boulot, et ça peut aussi aider leur environnement, leur famille, leurs copains : ils peuvent à leur tour faire passer l'information. A la limite, c'est comme quand on fait intervenir le Planning familial : des choses qui peuvent sembler évidentes à des militants sont inconnues à 90% des gens». A l'opposé, il y a également deux exemples du crétinisme du patronat français. Pour la région de Longwy, les militants CGT ou CFDT ne sont pas embauchés dans les nouvelles

boîtes, «ce qui peut relativiser les critiques qu'on peut faire des syndicats en question». Des stages sont fournis par l'ANPE à Longwy, en programmation sur machines à commandes numériques, mais il n'y a pas d'entreprises dans ce domaines!

Bref, un problème crucial qui n'est pas figé, d'où l'importance de consulter le livre en question.

Franck Mintz

NOTES

- 1). Emé Bernard — Laville Jean-Louis, *Les petits boulots en question*, Paris, Syros, 1988, 232 p. 69 F.
- 2). L'analyse de J.-M Raynaud sur *Ecole et déviance dans Les Oeillets Rouges* n° 3 (122, r. Henri Barbusse, 95100, Argenteuil) me semble fondé sur des données trop vieillies.
- 3). Publié par OCL/Egrogore, BP 1213, 51058, Reims cedex.

PROJET DE SERVEUR TELEMATIQUE

Comme toutes les technologies nouvelles, la télématique suscite différentes réactions (rejet, engouement...). Si la critique est souvent justifiée (quels sont nos besoins en nouvelles technologies, comment les contrôler et en tirer des applications utiles), nous devons néanmoins nous y confronter, ne serait-ce que pour savoir si elles répondent à nos aspirations de société meilleure.

En tant que militants, nous ne voulons pas laisser ces outils aux seules mains des spécialistes. Nous avons fait le choix d'un matériel performant et évolutif qui nécessitera une personne à temps partiel (budget d'une année de l'ordre de 100 000F). Beaucoup trop de personnes misent sur la durée de la communication. Il serait peut-être plus utile de faire fonctionner des services pour un nombre potentiel important d'utilisateurs.

Le serveur devra être un lieu inter-actif d'associations ou de groupes militants œuvrant dans une politique alternative et ne sera que le reflet des cotisants dans cette direction. L'intérêt politique de ce serveur pour les mouvements sociaux (trop souvent cloisonnés et présentant une méconnaissance profonde des autres) serait de se regrouper à plusieurs associations pour mettre leurs forces en commun.

Services envisagés: répertoire d'adresses des mouvements et espace de présentation, intervention dynamique avec clés d'accès, guide, calendrier des activités prévues, fiches thématiques (ex: écologie, tiers-monde). Remarque: la base de données comporte déjà plus de 1500 adresses.

Fonctionnement: association sans but lucratif, échange de courrier avec les associations existantes. Objectifs: 3000 adresses début 1989, un centre de documentation thématique, un annuaire sur papier, création d'un fond de solidarité.

Si vous êtes d'accord avec nos objectifs, la publicité est aussi importante que votre soutien financier: publiez-les, diffusez-les, envoyez la liste de vos groupes adhérents et vos dons!

CICA — B.P. 1108 - 69202- Lyon Cédex 01 CCP 2279-46-R-Lyon

LIBERALISME, PRÉCARITÉ, MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN...

I. LES SEPTENNATS MITTERRAND ONT ACCENTUÉ ET ACCENTUERONT ENCORE L'EXPLOITATION CAPITALISTE ET LA LEGITIMITÉ DU LIBÉRALISME.

Les sept années écoulées et l'orientation affichée par la nouvelle majorité présidentielle ont fortement aggravé l'intensité de l'exploitation capitaliste en France. Ceci démontre nettement, à posteriori, la justesse de la position des anarchistes qui n'ont jamais cru, en 1981 comme en 1988, qu'une avancée quelconque vers une société anti-capitaliste, anti-étatique et anti-autoritaire fût possible grâce à des élections présidentielles ou législatives. C'est dans les luttes et sur le terrain que s'imposeront des transformations réelles.

La gauche aux affaires fut historiquement l'agent servile des technocraties, du CNPF, et légitima le libéralisme comme jamais jusqu'alors il ne le fut. En réalité, Mitterrand réussit là où Giscard et Barre avaient échoué. Tout simplement car il sut, en 1981-82, anesthésier les mouvements sociaux et syndicaux par quelques « mesurées » immédiatement annulées dans les années qui suivirent. Certes les lois Auroux purent dans un premier temps limiter l'arbitraire patronal dans les PME, mais elles créèrent plus structurellement les conditions d'une armistice de classe.

L'austérité rebaptisée rigueur s'impose ainsi sans résistance en 83-84 et provoque tout à la fois augmentation massive des profits du capital et une réduction incessante du pouvoir d'achat des salariés. Grâce à l'appui de certaines bureaucraties syndicales, la restructuration chère au CNPF et les vagues de licenciements se développent: on brade les charbonnages, la sidérurgie, les chantiers navals par exemple. On élimine sévèrement dans l'automobile alors même que Renault, entreprise publique, délocalise sa production vers l'Espagne pour profiter d'une main d'œuvre sous-payée, taillable et corvéable à merci. En 1986, Bérégovoy ira même jusqu'à se vanter d'avoir « libéré » le marché monétaire et financier. A la Bourse de Paris, même les yeux fermés, les capitalistes ont pu ainsi doubler leur capital de 1981 à 1986. Et en 1986, le PDG d'une grande

entreprise gagnait encore 22 fois le salaire d'un manoeuvre. L'objectif de diminution du temps de travail fut d'autre part immédiatement abandonné ainsi que toute espèce de politique pour l'emploi. A l'inverse, les socialistes lancèrent les TUC et les SIVP, soit des formes d'emploi précaires, sous-payés et à temps partiel, qui aidèrent le patronat à contourner le SMIC et contribuèrent à diminuer artificiellement le volume toujours croissant des demandeurs d'emploi. Comment s'étonner alors que Séguin ait massivement recouru à ce type de dispositions réactionnaires déjà en œuvre en 1986 ?

En fait, la plupart des mesures du gouvernement Chirac n'ont fait qu'amplifier des orientations libérales déjà engagées par Mauroy et Fabius. Ce dernier, fidèle en cela aux préceptes réaganiens, avait commencé à réduire les impôts (- 3% pour l'impôt progressif sur le revenu en 86). Balladur accélère le pas: réduction de 65% à 56,5% du taux maximal d'imposition sur le revenu; réduction de l'impôt sur les sociétés; suppression de la taxe sur les frais généraux et de l'impôt sur les grandes fortunes (qui, de toute façon, exonérant les œuvres d'art et « l'outil de travail » touchait fort peu les capitalistes). Début 86, Delebarre faisait adopter une loi de flexibilité du travail qui aggravait les conditions d'exploitation de la main-d'œuvre. Séguin ne fit qu'amplifier cette orientation en promulguant en décembre 86 sa loi d'aménagement du temps de travail qui tend à supprimer la rémunération spécifique des heures supplémentaires et fait sauter les derniers verrous interdisant le travail de nuit des femmes, le travail dominical, et qui autorise également les trois-huit pour « raisons économiques »... Le démantèlement du code du travail, que cristallisera la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, déjà plus symbolique que réelle, avait été largement ébauché par les socialistes. De même que la déréglementation développée par Longuet dans les Postes et télécommunications s'amorça avant 1986.

Ce sont enfin les décrets Bérégovoy de 1982, puis les accords de l'UNEDIC en 1984 et 1986 qui ouvrirent la voie aux mesures ultra-réactionnaires de décembre 87. A chaque fois, l'indemnisation du chômage se voit réduite comme

peau de chagrin, que ce soit par restriction de volume ou de la durée des allocations, ou par l'exclusion toujours plus massive des ayant-droits.

La gauche au pouvoir porte ainsi une responsabilité écrasante dans l'accroissement et la solidification de la précarité et de la pauvreté en France. En de multiples domaines, elle a initié les régressions libérales que le RPR ne fera qu'amplifier. Elles s'est non seulement soumise aux technocraties et au CNPF, mais elle a légitimé aussi très fortement ce libéralisme chiracien ultra-réactionnaire qui culminera par exemple dans le rétablissement de l'anonymat sur l'or, l'amnistie des exportateurs illégaux de capitaux ou les privatisations verrouillées par les noyaux durs contrôlés par le PR...

Aujourd'hui, Mitterrand II ne désavoue pas ces orientations. Il ne veut pas augmenter le taux maximal d'imposition sur le revenu, ni revenir sur les privatisations, ni rétablir l'autorisation administrative de licenciement. Il entend plus que jamais poursuivre dans la voie d'une politique d'austérité inacceptable. Nous répétons qu'ils n'existe évidemment aucune compromission possible avec cette social-démocratie convertie au libéralisme et que la Fédération anarchiste n'a jamais cessé de la percevoir comme fondamentalement soumise aux intérêts du patronat. Seules les luttes sur le terrain peuvent mener à de réelles transformations anticapitalistes.

II. FACE A LA SOLIDIFICATION DE LA PRECARITE ET DE LA PAUVRETE, UN PLAN DE SAUVETAGE ET D'ATTAQUE S'IMPOSE.

Le 10 février 1987, le rapport du Conseil économique et social dénombrait déjà 2,5 millions d'individus en état de pauvreté. C'est à dire disposant chacun d'un demi SMIC pour vivre. Déjà 400 000 personnes étaient entièrement dépourvues de couverture sociale. De 200 à 400 000 personnes ne disposaient alors que de logements insalubres ou de fortune. Ce triste palmarès plaçait la France au troisième rang des pays européens en matière de pauvreté, derrière l'Irlande et l'Italie. Aujourd'hui, plus de 40% (soit globalement 1 million) de demandeurs d'emploi ne sont plus indemnisés. Et selon le

rapport de l'OCDE du 22 décembre 87, le taux de chômage qui s'établit actuellement à 10,4% devrait s'élever à 11,75% fin 88 puis à 12% fin 89. les

Les anarchistes savent bien que seule une transformation radicale peut venir à bout de la pauvreté puisque la pauvreté est inhérente au capitalisme: elle permet en effet une flexibilité à la baisse des salaires et aménage les conditions d'une docilité des travailleurs en accentuant les menaces qui pèsent sur eux. Mais désormais, l'urgence de la situation nous impose de développer un plan de sauvetage pour les individus en situation de grande précarité, à condition cependant que ce plan de sauvetage soit aussi un plan d'attaque contre la logique capitaliste et étatique, productrice de misère. Ce plan devrait intégrer:

a) La revendication d'un revenu minimum égal au SMIC pour tous les individus en état de pauvreté (revendication indissolublement liée au droit pour tous à un emploi, une formation qualifiante ou une activité associative). Cependant, le versement de ce revenu minimum ne doit pas donner lieu à un renforcement du contrôle étatique sur les catégories défavorisées. Il faut donc refuser que la gestion et le versement de ce plancher de ressource minimal soit géré par des organismes étatiques

ou des bureaucraties municipales, mais favoriser au contraire une auto-gestion décentralisée et autonome du revenu minimum (dans le cadre d'une caisse locale de solidarité gérée de façon paritaire par les ayants-droits, les syndicats professionnels et de cadre de vie, et les associations — issues de l'immigration entre autres — par exemple; tout en maintenant sur chaque décision un droit de veto des ayants-droits...). D'autre part, nous nous opposons formellement à tout revenu minimum inférieur au SMIC (tel celui de 2000 frs proposé par Mitterrand et qui ne concernerait que 400 à 500 000 personnes). Une telle mesure en effet ne peut que faciliter la dualisation du marché du travail déjà ébauchée. D'un côté, on permettrait à des exclus à tout jamais de l'emploi de survivre dans la misère, en donnant bonne conscience à l'ensemble d'une société aveugle et hypocrite, et en aménageant une soupe de sureté au durcissement de l'exploitation capitaliste. D'autre part, assuré d'un filet minimal de 2000 Frs pour tous, le patronat n'hésiterait plus à licencier à tour de bras sans aucun plan social d'accompagnement. Et enfin, le SMIC, une fois de plus contourné, serait vidé de toute substance. Il n'existerait plus, ou bien se verrait diminué de moitié. Là encore, les projets véhiculés autant par les barristes que par les

mitterrandistes, sont porteurs de graves dangers et ne s'attaquent en rien aux racines de la pauvreté.

b) Car seul un plan global de sauvetage et d'attaque peut véritablement réduire aujourd'hui la pauvreté. Et la revendication d'un revenu minimum ne peut être qu'une pièce conjoncturelle de ce vaste plan à gérer de façon décentralisée. Il doit consister en des actions coordonnées d'amélioration de la formation et de l'insertion professionnelle. Il doit intégrer un suivi éducatif véritablement adapté et efficace (stages réellement qualifiants, lutte profonde contre l'échec scolaire, développement de classes maternelles dans les quartiers les plus défavorisés, formation spécifique des enseignants, réduction drastique des effectifs de classe et accroissement des moyens matériels...). Il ne peut être mené sans une réhabilitation complète des conditions de logement et de loyers, et sans des actions gratuites de prévention médicale et de soin. La gratuité des transports, ainsi que le droit à la culture et aux loisirs pour les individus en état de pauvreté, doivent de même être imposés le plus rapidement possible.

c) L'amélioration des conditions d'existence et d'insertion sociale des personnes en état de pauvreté est une urgence absolue. Mais elle ne pourra, à court terme, être menée à bien sans une lutte ferme et déterminée pour une réduction massive du temps de travail (en commençant tout de suite par les 35 heures) avec maintien complet du pouvoir d'achat pour les bas et moyens revenus. Cette lutte imposerait à l'Etat et au patronat un partage redistributif du travail qui heurterait de front la logique capitaliste du profit.

D'autre part, la diminution du niveau du chômage (droit de tous à un emploi) ne peut que contribuer à un réveil des revendications de salariés moins directement menacés.

Nous proposons ici une série de mesures d'urgences destinées à répondre à une situation particulièrement dramatique, et qu'on ne peut admettre en toute conscience d'abandonner en l'état.

Mais les anarchistes ne s'y tromperont pas. Ce n'est pas la succession de mesures « améliorant » le capitalisme qui remettra en cause l'exploitation. Seule, sa complète abolition peut effacer les déséquilibres économiques et sociaux qu'il engendre nécessairement. tel est aussi notre seul objectif.

" NOUS NE CROYONS PAS QUE
L'HOMME BLANC PUISSE COMPLÈTEMENT
ABANDONNER SON FARDEAU "

(LE PEN)
MARKS 57



III. L'OUVERTURE DU MARCHÉ UNIQUE EUROPEEN EN 1992 VA AGGRAVER LA CONDITION DES SALAIRES. FACE A CELA, IL FAUT PROMOUVOIR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES LUTTES.

L'ordre capitaliste international subit aujourd'hui des mutations qui semblent s'accélérer: émergence d'une puissance japonaise solide, déclin dans certains secteurs de l'hégémonie américaine qui néanmoins persiste, mais aussi influence croissante de certains Nouveaux Pays Industrialisés (Corée du Sud, Hong-Kong, Taiwan, Singapour voire Brésil...). Le capital européen, pour maintenir son rang, a besoin d'une extension de son marché intérieur. L'« Acte Unique Européen », décidé en 1985 et voté en 1986, répond très exactement à cette nécessité. Mais la mise en œuvre du « grand marché européen » en 1992 débouchera vraisemblablement sur une harmonisation des législations sociales par le bas à l'intérieur de la CEE. Tout simplement parce que les entreprises et les capitaux se dirigeront évidemment vers les Etats qui sauront leur offrir le « meilleur environnement productif », c'est-à-dire celui qui leur permettra de maximiser leurs profits en intensifiant l'exploitation de la main d'œuvre. Il est donc probable qu'augmentent encore les formes et le nombre des emplois précaires, le démantèlement des systèmes de protection sociale, la dérèglementation des services publics et la hausse de leurs tarifs, les baisses de pouvoir d'achat, les atteintes aux droits syndicaux. Toutes ces tendances sont déjà en œuvre en France. Mais l'Etat et le CNPF, pour pouvoir rivaliser avec la législation thatchérienne, une fois tombées les frontières de 1992, et pour attirer le maximum d'investisseurs, vont accélérer le mouvement.

On explique déjà aux fonctionnaires français que leurs collègues britanniques sont moins « gourmants », ou aux ouvriers de chez Renault que leurs homologues espagnols sont moins payés... Les règles de sécurité dans les entreprises vont aussi être remises en cause. Des textes qui portent sur la santé et l'hygiène sur le lieu de travail ont été approuvés le 21 janvier 88, à la demande de Séguin, par la majorité du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels: ils vont très explicitement dans ce sens.

Outre cette harmonisation par le bas des législations sociales, le marché européen de 1992 est porteur d'une seconde menace. Dans les années à venir, grâce notamment au Système monétaire européen et aux variations très limitées de la parité entre monnaies européennes qu'il implique, la Répu-

blique fédérale d'Allemagne maintiendra facilement sa domination économique. S'amorce ainsi dès à présent, dans la perspective de 1992, une division européenne du travail et de la domination. Dominée économiquement par la RFA (le premier plan de rigueur socialiste fut aussi largement imposé par Bonn), la France semble déjà avoir choisi la production militaire — et tout particulièrement le nucléaire — pour se préserver un rôle clé sur le continent et ainsi peser sur l'Allemagne de l'Ouest. C'est dans cette dangereuse perspective stratégique qu'il faut interpréter les décisions arrachées par Paris de créer une brigade franco-allemande et un conseil de défense commun aux deux pays, ou de lancer un hélicoptère de combat franco-allemand. Cela renforcera les espaces de débouchés militaires de firmes françaises (telles Matra et Thomson) déjà dominantes sur ce type de créneau. La spécialisation accrue de la France dans la production militaire sera vraisemblablement l'un des effets totalement inacceptable de l'Acte Unique Européen.

Le grand marché de 1992 prépare ainsi l'Europe du capital et des marchands, de l'exploitation capitaliste sans entraves. Pour faire face à la RFA, la France tentera de dominer l'Europe des canons. 1992 est ainsi lourd de périls. Mais il convient aussi de refuser tout repli étroitement nationaliste à la mode du PCF. C'est l'Europe de la solidarité des salariés dans les luttes que nous devons faire advenir, l'Europe multiculturelle des échanges et des libertés, dans l'entreprise comme dans tous les espaces sociaux, l'Europe de l'emploi au pays et d'un tissu industriel et agricole localement équilibré. C'est à la solidarité internationale des travailleurs dans les luttes que nous devons œuvrer, mais sans borner pour autant notre regard à l'espace européen.

Les pays du Sud étouffent aujourd'hui sous le poids de la dette internationale (plus de 1000 milliards de dollars) et surtout des intérêts de celle-ci, ce qui leur interdit toute politique de développement autonome et équilibré. Le Fond Monétaire International, gendarme du capitalisme dominant, leur impose pour qu'ils ne cessent de rembourser les pays riches, des cures de super-austérité. Celles-ci comprennent plus encore le pouvoir d'achat des populations les plus pauvres, leur interdisant parfois l'achat des produits alimentaires de base. Les émeutes du pain, au début des années 80, en Tunisie, au Maroc, en Egypte, ou plus récemment au Brésil, témoignent de l'inacceptable cynisme des plans du FMI. Aussi les anarchistes agiront-ils pour imposer l'annulation de la dette du Tiers-monde et de ses intérêts, en étroite liaison avec

les luttes des travailleurs des pays du Sud.

IV. EN CONSEQUENCE, IL FAUT CONTRIBUER A L'EMERGENCE D'UNE ECONOMIE ALTERNATIVE, ANTI-CAPITALISTE, ANTI-ETATIQUE ET AUTOGEREE.

Les anarchistes entendent contribuer à l'émergence d'une économie égalitaire, autogérée et libertaire. Ce qui suppose une multiplication des entreprises libertaires du type librairies imprimeries, centres culturels, radios libres, coopératives diverses. Nous ne pouvons ignorer les limites que rencontrent de telles entreprises dans le système capitaliste, dont la logique a poussé bien des coopératives à s'aligner sur ses normes. Ce constat ne doit cependant pas nous décourager, mais au contraire nous inciter à développer des entreprises de production ou de distribution véritablement libertaires qu'il s'agirait de coordonner pour les inscrire dans la durée.

A cet égard, autant l'intégration des entreprises autogérées de production et de distribution que la création d'un organisme de crédit autogéré, à partir des coopératives de production et de consommation, serait un grand pas en avant dans le sens de l'autonomie dont ont besoin ces entreprises. Il faut redire ici que seule une transformation radicale passant par l'expropriation des capitalistes peut avoir raison du système; mais il s'agit d'accumuler les moyens de cette transformation, qui requiert un fort secteur coopératif comme elle requiert de puissantes confédérations ouvrières ou de nombreux comités et conseils locaux et régionaux. Les limites que leur impose pour le moment la logique du système capitaliste ne doivent pas nous détourner des réalisations autogestionnaires, pas plus que le poids des bureaucraties syndicales ne doit nous détourner de l'action dans les syndicats.

Groupe « Benoit Broutchoux » de Lille (F.A.). c/o Centre culturel libertaire de Lille. 1/2 rue Denis du Péage. 59800 Lille. M° Fives. Tél. 20.47.62.65.

Mai 68 à Lyon «Précisions»

J ai en mains le n° 77/78 de votre revue, consacrée à Mai 68. La lecture du texte «Un mai mineur» de Claire Auzias, que j'ai connue dans les années 68-70, m'a incité à vous écrire afin de rectifier quelque peu la présentation qui y est faite du 22 Mars lyonnais et de son arrière-fond.

Il s'y trouve en effet une erreur de taille sur la composition de ce mouvement. Si je me permet de rectifier le tir par l'intermédiaire de cette lettre (1), ce n'est aucunement par un quelconque souci de «pinaillage» historique mais parce que l'histoire de Mai 68 en dehors de Paris n'a jamais été faite; et qu'en cette matière (l'histoire sociale, et même ici, l'histoire de la révolte et de la lutte de classes), il faut essayer d'être le plus précis possible, irréprochable quant à la présentation des données factuelles, à l'encontre des versions médiatiques et intéressées qui circulent.

De plus, si je me permet d'écrire tout ça, c'est que j'ai quelques atouts pour le faire: j'ai, en effet participé activement au démarrage de ce mouvement du 22 mars, ainsi qu'à la vie de ce qui constituait alors le milieu «libertaire» lyonnais de l'époque; un témoignage ne peut être rejeté sans discussion. Sans vouloir jouer le «seul authentique soixante-huitard» comme l'écrit l'auteur de «Pour en finir avec le mythe de 68» (Alain), p. 6 — ce qui, au demeurant ne signifierait rien: Mai 68 n'est pas une carte de visite, si ce n'est pour les gens ayant vécu de sa décomposition (maoïstes devenus «ex», universitaires, etc.) — il est bon que les gens ayant vécu «intimement» certains phénomènes, en l'occurrence ici le 22 Mars lyonnais, s'expriment. Alors «Pour en finir avec le mythe», soyont précis au maximum sur les faits. Ceci écrit sans acrimonie ni aucune accusation de quelque sorte, que ce soit à l'encontre de Claire Auzias, IRL ou quiconque. Cette phase était nécessaire car je ne voudrais pas que mon initiative soit perçue comme issue d'une volonté polémique: il faut le préciser d'entrée de jeu, vu que je ne suis guère en odeur de sainteté auprès de ceux de votre milieu libertaire lyonnais (IRL) qui me connaissent, lesquels savent très bien que je suis tout à fait éloigné des positions et des activités qui sont habituellement exposées et expliquées dans votre revue.

1) Le «22 Mars» lyonnais n'était pas composé de l'ex-JCR et du groupe Bakounine. En effet, celui-ci n'y a jamais participé. Il doit y avoir une

confusion entre ce dernier et le «Groupe de Villeurbanne» ainsi appelé car il était composé de 6 (ou 7?) personnes qui se réunissaient régulièrement dans un appartement situé à Villeurbanne, dans lequel une partie d'entre eux habitait. Michel Marsella — si j'ai bien compris de quel «Michel» il s'agissait, car il y en avait deux dans ce groupe — était en effet le lien avec *Noir et Rouge* et avec le fameux groupe de Nanterre qui s'étaient réunis dans le «Groupe-non-groupe».

Ce groupe de Villeurbanne était souvent qualifié «d'anars»; c'étaient «les anars» («de Villeurbanne» était quelque fois rajouté) pour le milieu gauchiste étudiant lyonnais. En fait, seul Michel était de «formation» anarchiste, certains des autres venant de la fédération des étudiants protestants (dont je ne me rappelle plus exactement de l'intitulé complet et du signe), organisation assez étrange ayant généré des radicalisations diverses, à Lyon comme à Valence ou Paris (2). Les influences étaient l'IS, SouB, Pannekoek, Malinowsky, ICO, etc. **mais ce groupe ne s'est jamais posé comme anarchiste.**

Le 22Mars lyonnais, à ses débuts, c'est-à-dire début mai (et je pense en particulier à la nuit où nous avons paginé le Manifeste du 22 mars pour le distribuer le lendemain et faire débrayer les amphes), était composé **uniquement** de l'ex-JCR qui, effectivement s'y est dissoute, du groupe des «anars» de Villeurbanne, ainsi que de deux individus, à savoir quelqu'un qui avait quitté la JCR et le trotskysme depuis déjà un an au moins sur des positions «conseillistes» et non pas «luxembourgistes», et moi-même qui participais à un groupement anarchiste dans la région des Alpes (le GAAAB, Groupement anarchiste autonome André Breton) qui donnera naissance, après Mai 68, à la revue «Archinoir». Tous étaient étudiants sauf un professeur et un élève du conservatoire d'Art dramatique. la nuit dont je parle plus haut, nous étions me semble-t-il 13 personnes... Bien sûr, très vite, d'autres personnes, soit ayant déjà une existence militante, soit non, et ce fut la majorité, rejoignirent le mouvement du 22 mars. Mais le groupe Bakounine n'y participa pas, même si tel ou tel de ses membres put assister à telle ou telle assemblée générale, celles-ci étant ouvertes et quasi publiques: beaucoup de gens y firent quelques passages, venus de tous horizons.

2) Que des lycéens du Groupe Bakounine aient distribué le manifeste ne change rien à l'affaire: beaucoup de gens l'ont distribué, partout à Lyon, dans les jours immédiats qui suivirent, se reconnaissant dans ce texte et dans ce mouvement. Mais même cette appellation de «lycéens du groupe Bakounine» m'étonne un peu. N'est-ce pas exagéré? Je vais m'expliquer là-dessus et, pour cela, revenir sur la description des groupes du milieu «anar» lyonnais avant 68, ou, plutôt, «libertaire».

Sans parler des individus «isolés» (moi par ex.) (3) ou appartenant à des tendances «spécifiques» de l'anarchisme (tel un vieux camarade «végétalien», etc.), sans parler des groupes spécifiques espagnols de l'exil, sans parler de la CNT (et de la JSR) française, milieu que je ne connais pas bien, il y avait à Lyon trois groupes, plus une ébauche de nouveau groupe. Tous ces gens, à part les camarades du groupe E. Reclus, se retrouvaient dans un local de la rue Vendôme.

1) **Le groupe Ellysée Reclus**, qui jouait un peu le rôle de liaison FA (très formellement, d'ailleurs). Sans plus d'activité que quelques réunions qui servaient de rencontres, qui était composé de camarades âgés, pour la plupart d'Espagnols ou d'Italiens, avait son siège dans l'arrière salle d'un bistrot non loin de la place du Pont.

2) **Le groupe Bakounine**, dont la composition sociale n'était pas étudiante, à part une (ou deux) personnes, élève à l'INSA (Jean-Paul L) et qui avait été à la FA jusqu'au congrès de Bordeaux de mai 67. Ce groupe connaissait une moyenne d'âge plus élevée que celle du milieu étudiant libertaire, et sa composition sociale était différente donc: gens travaillant déjà et dans des professions non intellectuelles, à part un camarade psychologue.

3) **Les «anars-pas-anars» de Villeurbanne** dont j'ai parlé plus haut.

4) De plus, autour de Sylvain M. s'était formé un rassemblement assez lâche qui devint même, par provocation, le GAG-AFAMÉ (Groupe Anti-groupe allié à la Fédération monégasque en exil) dont on parla au congrès de Carrare qui suivit 68... Mais en dehors de l'aspect anecdotique et provocateur, cela correspondait donc à un noyau fait d'un couple, de quelques individus «marginaux» (!) et de quelques lycéens

de la région lyonnaise (surtout du lycée Brosselette). Dans les quelques mois qui précéderent Mai 68, Sylvain M. et ses amis collaborèrent de plus en plus avec deux membres du groupe Bakounine (dont Jean-Paul L.) sur des positions très « activistes » et très « conseillistes-organisationnelles » : ils voulaient une Organisation conseilliste révolutionnaire internationale dont un congrès devait se tenir à Lyon en Mai 68 ! L'histoire ne le permit pas !. Durant Mai 68, on retrouve certains de ce regroupement sous l'étiquette breveté I.S. (cf. IS n° 12) de « ouvriers révolutionnaires de Lyon ». Ce genre d'organisation conseilliste fût d'ailleurs de nouveau tentée après 68 par certains du courant péri-situ parisien, ex-enragés de Nanterre. Ce ne fut qu'un feu de paille, deux ou trois revues, et beaucoup d'exclusions, d'insultes et de scissions pour trois pelés et quelques tondus. Mais ceci est une autre histoire. Pour revenir à ces activités, elles réunissaient donc quelques lycéens et deux membres du groupe Bakounine : **mais ceci était étranger aux positions et à la pratique du groupe en question.** Le signe de « Groupe Bakounine » était-il utilisé par ce regroupement autour de J-P. L et de Sylvain M. ? **Serait-ce la raison pour laquelle Claire parle des lycéens de Bakounine ?** Il faudrait relire les bulletins derniers de « L'Hydre de l'Erne » (cf. plus loin) tirés par Sylvain M. Peut-être y trouverait-on une réponse ; je ne les possède plus pour ma part. Mais d'ailleurs, si ce sigle « Groupe Bakounine » était ainsi utilisé, est-ce que cela ne signifiait pas qu'il était en voie de disparition ou déjà disparu ? Alain Thévenet pourrait répondre à cette question.

3) Justement, donc, quelques points d'histoire pour mieux comprendre tout cet arrière fond.

Le Groupe Bakounine avait quitté la FA au congrès de Bordeaux (1967), tout comme beaucoup de groupes en France. Michel M. avait, lui, quitté la FA (et le groupe Bakounine) auparavant, en 1965 me semble-t-il, et, depuis, rencontré les gens avec qui il avait constitué ce qu'on a appelé improprement les « anars » de Villeurbanne, et qui fût le groupe moteur du 22 Mars lyonnais.

Mais même si les désaccords étaient évident, les rapports n'étaient nullement coupés (j'ai pu connaître les gens du groupe Bakounine en 1967 par l'intermédiaire de Michel M.)

A la suite du congrès de Bordeaux, la plus grande partie des scissionnaires/exclus se rassembla en une espèce de fédération lâche de groupes autonomes, avec un bulletin interne intitulé « L'Hydre de Lerne » (4) édité en prin-

cipe par chaque groupe et ceci à tour de rôle. On retrouvait dans ce regroupement le groupe Bakounine, le groupe de Toulouse (MART), etc. qui jusque là étaient à la FA ; on y retrouvait aussi les groupes dont seulement certains individus avaient milité à la FA et la quittaient donc, comme le groupe de Nanterre, celui de Chambéry-Grenoble, etc. De plus, se rallièrent à ce regroupement des groupes qui ne faisaient pas partie de la FA et n'en étaient donc pas sortis à Bordeaux, ainsi « Noir et Rouge », le groupe des « anars » de Villeurbanne, Sylvain et son GAG...

Il y eut un congrès à Dargoire, dans une auberge de Jeunesse du MIAJ, quelques mois avant mai 68. A ce congrès auquel j'assistai, le groupe Bakounine se sépara des autres et donc de l'Hydre de Lerne, à la fois sur deux problèmes :

a) Une conception plus classique de l'anarchisme (l'anarchisme revendiqué comme doctrine) alors que la majorité des participants ne tenait nullement à s'affirmer comme « anarchistes », ou même dans certains cas, ne se considéraient pas « anarchistes ».

b) De la part de deux membres du groupe Bakounine (dont Jean-Paul L.) un décalage avec le reste de ce groupe me semble-t-il, une conception très organisationnelle de la révolution, avec la nécessité de la construction d'une organisation révolutionnaire. Se retrouvèrent dans cette Hydre de Lerne tous les autres groupes dont les deux autres groupes qu'on retrouva quelques mois ensuite impulser, avec la JCR à Paris et l'ex-JCR à Lyon, les mouvements du 22 mars (C'est-à-dire Nanterre — associé alors à Noir et Rouge dans le GNG — et les « anars » de Villeurbanne). Ceci éclaire le fait que le groupe Bakounine, outre le statut social de ses membres, statut qui différait de celui des autres groupes (tout ceci en gros au sein de l'Hydre de Lerne mais nettement à Lyon), ne pouvait se retrouver au sein du mouvement du 22 mars lyonnais. Bien sûr, en écrivant ça, je ne dis rien sur la participation des individus du groupe Bakounine au sein du mouvement... de Mai 68, qui n'était nullement la propriété du 22 mars, à Paris comme à Lyon !

Mais enfin, ils n'ont jamais participé au 22 mars lyonnais, même du temps de son « élargissement » maximum (fin mai), ni aux liaisons, discussions qui ont suivi, dans l'après mai (1968-69) et qui regroupaient des gens ayant participé au 22 mars ou s'en étaient rapproché.

Voilà, j'espère que ces rectifications ne seront pas traitées à la légère, même si elles n'ont, finalement, que peu à voir avec le contenu et le sens du texte de Claire Auzias.

1) Vous en ferez, bien sûr, ce que vous voudrez... Je ne demande pas sa publication par principe. Mais au moins, que soient rectifiées certaines erreurs.

2) On retrouvera en effet certains de ses membres dans le « Comité de la rue Bonaparte », à Paris, en 68, à Nantes, à Strasbourg (l'histoire de l'IS), dans les revues « Herytem », « Le Semeur » des années 70... Cette fédération protestante avait connu un processus de radicalisation important avant 68, passant du « christianisme progressiste » à l'athéisme « fuerbachien », sous influence IS, tout en gardant le contrôle et la propriété des locaux, machines, etc. de la fédération. C'est une histoire mal connue qui perdura jusque vers 1972, si mes souvenirs sont exacts. « Le Semeur » fut une revue très importante théoriquement dans ces années (un de ses suppléments les plus intéressants s'était appelé « Pimpam-poum » en 1971 (?), car elle cristallisa avec la participation de Y. Le Manach (auteur de Bye Bye Turbin », ed. Champ libre) et Claude L., une des premières critiques cohérentes de l'IS et du conseilisme en général.

3) Une autre partie constitua « l'Internationale anarchiste » qui eut une brève existence, le temps de quelques insultes et provocations grandiloquentes. C'étaient quelques personnes à Paris et à Nantes, dont certains furent liés aux fameux « Enragés » de Nanterre et au milieu péri-situ de ces années (cf. « Noir et Rouge » n° 38, juin-juillet 67, « Contre la confusion »).

4) Maurice Joyeux avait alors fustigé les oppositionnels de la FA du sobriquet (grandiose !) de « L'Hydre de Lerne » marxiste. Par dérision, nous avons repris l'expression pour nommer notre bulletin interne.

Jean-Yves Bériou



783977 77
STOP VIOL

BATTONS NOUS!

Levi's est Jacques

